



LE GROUPE ICCF

BROCHURE
2021-2022

INTERNATIONALCONSERVATION.ORG





TABLE DES MATIÈRES

QUI SOMMES-NOUS ? 4

À l'échelle internationale et multisectorielle, le Groupe ICCF a pour objectif de faciliter la coopération politique en matière de conservation, promouvant la volonté nonpartisane parlementaire et facilitant l'échange d'expertise ministérielle.

CADRE PARLEMENTAIRE 8

Le Groupe ICCF assiste parlementaires à renforcer le cadre législatif d'un pays, d'une manière salutare pour la planète, les économies et les communautés locales.

- | | |
|--|--|
| • Notre présence internationale 10 | • Amérique latine et Caraïbes 39 |
| • États Unis 12 | • Afrique 63 |
| • Royaume-Uni 31 | • Asie du Sud-Est 93 |

CADRE MINISTÉRIEL 103

Le groupe ICCF fournit une expertise pour aider les pays partenaires à développer des stratégies d'aires protégées, de gestion de ressources naturelles, et de conservation de la biodiversité.



MISSION

FAIRE PROGRESSER LE DÉVELOPPEMENT DES POLITIQUES DE CONSERVATION, ÉLABORANT SOLUTIONS PRATIQUES SUR LE TERRAIN.

VISION

UN MONDE OÙ L'HOMME ET LA NATURE SE SOUTIENNENT ET SE NOURRISSENT MUTUELLEMENT

IMAGE : Russell G. Moore, Land Architect, membre de l'International Conservation Corps, dessinant un croquis pour l'assistance technique aux parcs nationaux de Colombie

UNE NOUVELLE SOLUTION POUR LE DÉVELOPPEMENT DES POLITIQUES DE CONSERVATION

1. ENCOURAGER LA VOLONTÉ POLITIQUE

Le Groupe ICCF a pour objectif de faciliter la coopération politique en matière de conservation, promouvant la volonté nonpartisane parlementaire et facilitant l'échange d'expertise ministérielle.

2. CATALYSER LE CHANGEMENT PAR LE SAVOIR ET L'EXPERTISE

Nous soutenons la volonté politique de conserver les ressources naturelles en catalysant les partenariats stratégiques et le partage des connaissances entre le secteur politique et notre vaste réseau.

3. PRÉSERVER LES PAYSAGES LES PLUS CRITIQUES AU MONDE

Les résultats législatifs, les partenariats public-privé et la gestion des terres démontrent que notre modèle est une solution rentable et durable aux défis de la gouvernance de la conservation.





LE CONSEIL DE CONSERVATION ICCF

Les membres de notre conseil offrent des perspectives uniques et partagent un désir commun de mettre en œuvre des projets de conservation préservant la faune et la biodiversité, protégeant et restaurant les habitats, et générant des opportunités économiques et des avantages sociaux pour les communautés environnantes qui sont nécessairement les intendants à long terme des ressources naturelles locales.

“L'EXPÉRIENCE VENANT DE CES ONG ET BÉNÉVOLES NOUS PROPOSE DES SOLUTIONS À LONG TERME POUR PROTÉGER NOTRE PLANÈTE.”

ED ROYCE, PRÉSIDENT DU COMITÉ DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, CHAMBRE DES DÉPUTÉS, CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS, ET CO-PRÉSIDENT FONDATEUR DU CAUCUS INTERNATIONAL DE LA CONSERVATION

NOS PARTENAIRES



LE GROUPE ICCF DANS LE CADRE PARLEMENTAIRE

**LE MODÈLE DU CAUCUS: UNE FORMULE PARLEMENTAIRE
POUR LE DÉVELOPPEMENT DES POLITIQUES DE
CONSERVATION**

TENDRE LA MAIN À L'OPPOSITION

En tant qu'organisation émergente sur la scène politique mondiale, le Groupe ICCF innove, donnant à des centaines de parlementaires les moyens d'aller de l'avant et de parrainer une législation qui, tout en couvrant un large éventail de questions, partage un objectif commun: renforcer le cadre législatif d'un pays d'une manière qui n'est pas exclusivement salubre pour la planète, mais aussi pour les économies et les communautés locales.

Notre travail pour partager à l'échelle mondiale un modèle législatif avec des résultats prouvés aux États-Unis a conduit les parlementaires à l'étranger à adopter une nouvelle approche de la gouvernance, caractérisée par l'impartialité et une concentration sur des sujets sur lesquels les partis politiques peuvent trouver un terrain d'entente.

RIGHT: Le sénateur général Surasak Karnjanarat, lancement du caucus sénatorial sur la conservation en Thaïlande



NOTRE BUT, C'EST SERVIR

LES PRIORITÉS SONT IDENTIFIÉES ET CONVENUES PAR LES PARLEMENTAIRES. LE GROUPE ICCF APORTE UN SOUTIEN, RENFORCE LE CAUCUS AU SEIN DE LA LÉGISLATURE ET CATALISE LES PARTENARIATS STRATÉGIQUES ET LE PARTAGE DES CONNAISSANCES ENTRE SES DÉCIDEURS ET NOTRE VASTE RÉSEAU.

NOTRE PRÉSENCE INTERNATIONALE

Chaque filiale du Groupe ICCF est établie en tant qu'entité juridique distincte et enregistrée dans le pays hôte. Avec son propre conseil d'administration, chaque entité a le statut d'organisme de bienfaisance dans son pays respectif. Toutes les entités sont liées par un accord de collaboration qui garantit un objectif commun à tous.

ANGOLA

En cours

BOTSWANA

Établie: 2016

COLOMBIE

Établie: 2012

FRANCE

En cours

GABON

Établie: 2014

INDE

En cours

INDONÉSIE

Établie: 2020

KENYA

Établie: 2012

MALAWI

In Transition (Elections)

MEXIQUE

Établie: 2017

MOZAMBIQUE

Établie: 2013

NAMIBIE

En transition (élections)

PÉROU

En transition (élections)

SAINT LUCIA

En cours

AFRIQUE DU SUD

En cours

THAÏLANDE

Établie: 2020

ROYAUME-UNI

Établie: 2019

ÉTATS UNIS

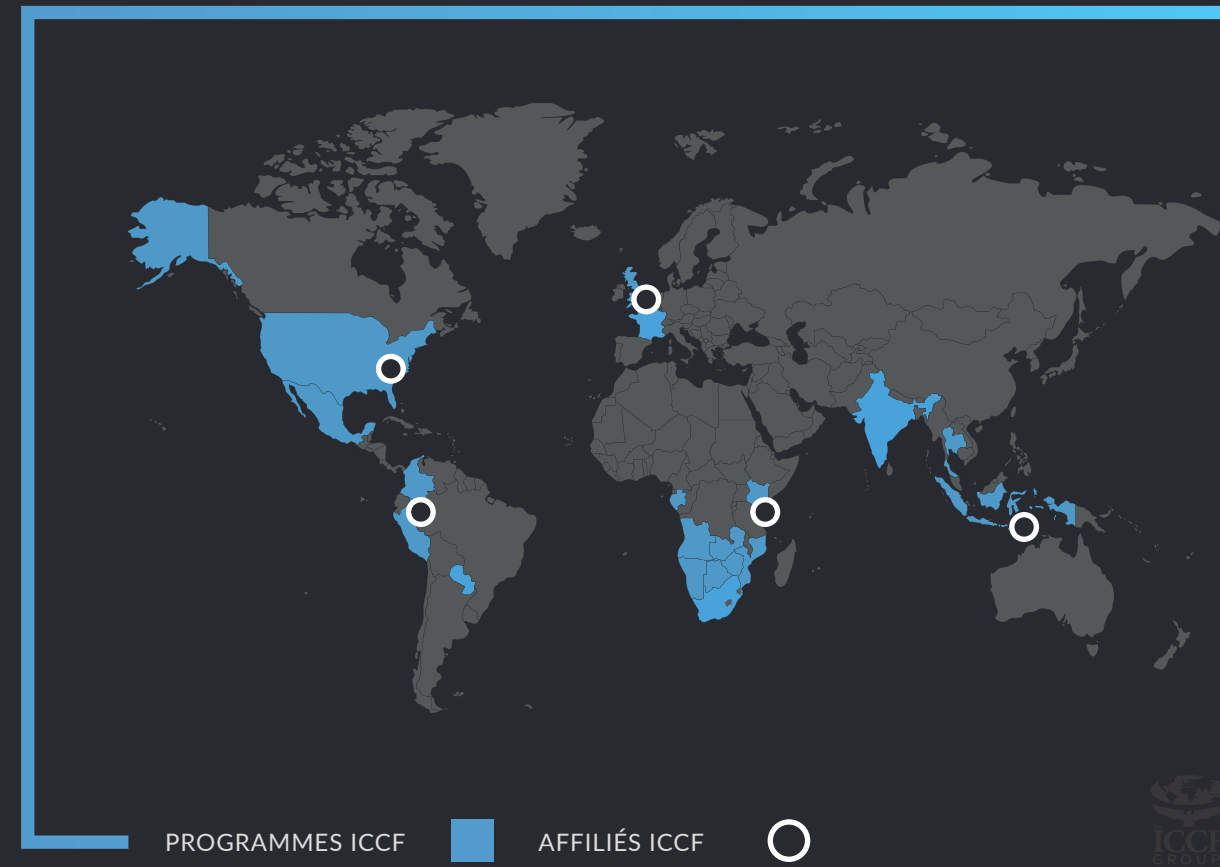
Établie: 2003

ZAMBIE

Établie: 2012

ZIMBABWE

Établie: 2013



L'ICCF AUX ÉTATS-UNIS

"THE MOST POPULAR CAUCUS ON CAPITOL HILL"

À WASHINGTON, L'ICCF SOUTIENT LE LEADERSHIP PARLEMENTAIRE AMÉRICAIN EN MATIÈRE DE CONSERVATION INTERNATIONALE À TRAVERS SES PARTENAIRES PUBLICS ET PRIVÉS.

POLITIQUE D'INFORMATION

L'ICCF agit en tant que secrétariat pour les trois caucuses du Congrès américain qui sont concentrés sur les questions environnementales aux objectifs internationaux. Ensemble, ces groupes nonpartisans forment plus d'un tiers du Congrès américain.



CONSTRUIRE LA VOLONTÉ POLITIQUE

Nous rassemblons des dirigeants aux plus hauts niveaux du gouvernement, des entreprises et de la communauté des ONG, définissant le programme de conservation et d'environnement en coordonnant l'expertise scientifique, les organisations qui soutiennent et gèrent des programmes sur le terrain, et les décideurs politiques en matière de législation.

FACILITER LA COLLABORATION PUBLIC-PRIVÉ

Grâce à l'ICCF, les organisations des secteurs public et privé collaborent, recherchent un consensus sur les questions de conservation, et partagent leur expertise avec les décideurs politiques, en fournissant des solutions de conservation solides et orientées vers le marché avec les normes les plus élevées en matière de responsabilité, d'efficacité et de transparence.

IMAGE: Sénateur américain Chris Coons



Le président américain Donald Trump avec les coprésidents
du caucus des océans pour signer la loi non partisane
«Save Our Seas Act of 2018»

La Maison Blanche à Washington, D..C.

11 octobre 2018 - [REUTERS/Kevin Lamarque](#)

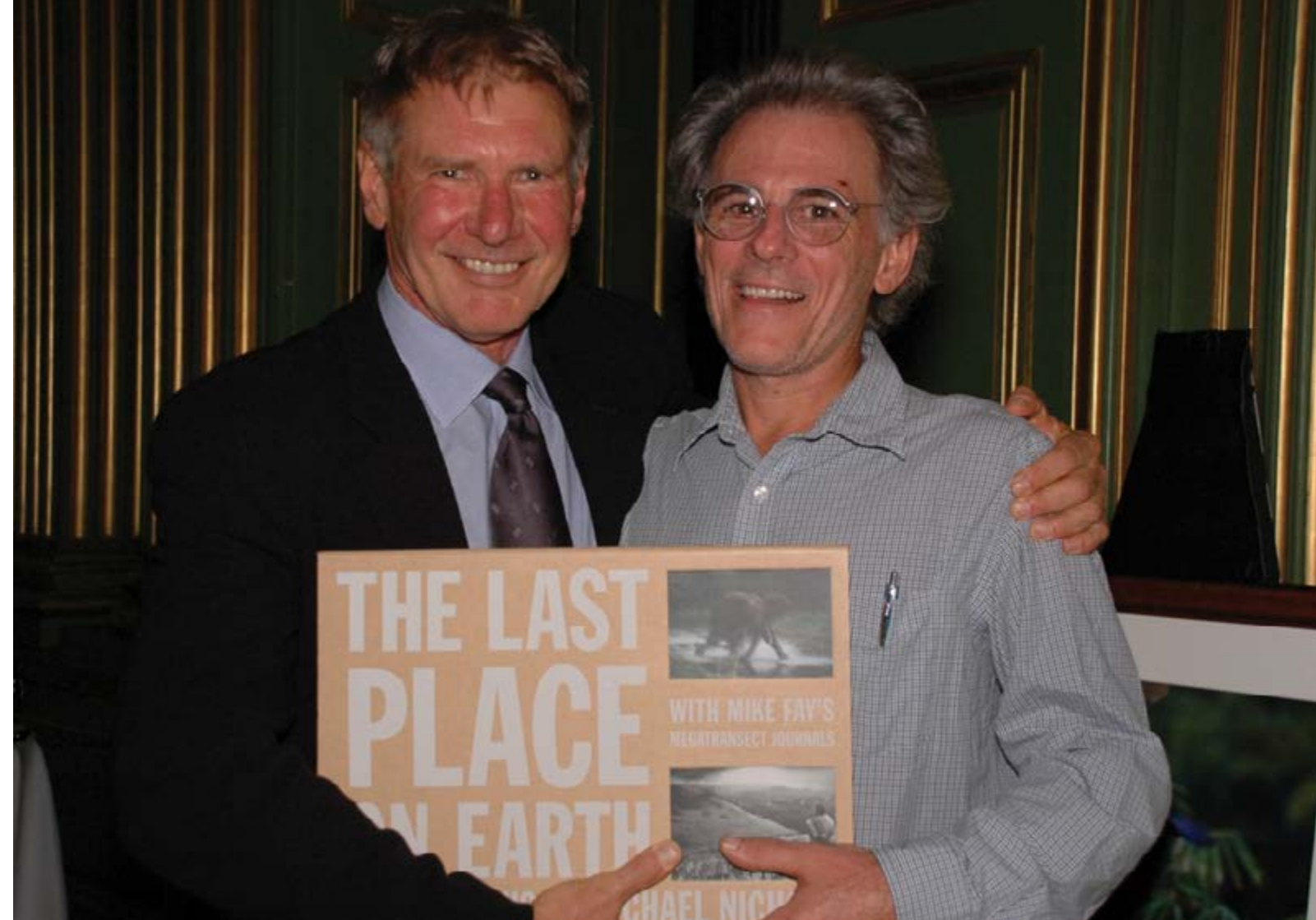
NAISSANCE DE L'INTERNATIONAL CONSERVATION CAUCUS ET DE L'ICCF

En 2000, le Dr Mike Fay, chercheur pour National Geographic Explorer et Wildlife Conservation Society, a réalisé un méga transect à travers plus de 4,500 kilomètres du bassin du Congo, rassemblant plusieurs grandes organisations pour la création et gestion de parcs nationaux de la RDC, en contrepartie subventionnés par le gouvernement américain. Le Dr Fay a demandé l'aide d'un ami de longue date, David Barron, qui travaillait à Washington depuis plusieurs décennies sur les questions de développement et de démocratie en Afrique. David a alors réuni parlementaires démocrates et républicains du Congrès américain pour rencontrer le Dr Fay et dirigeants d'agences américaines.

Avec le soutien du président gabonais et une promesse de 53 millions de dollars du secrétaire d'État Colin Powell, 13 nouveaux parcs nationaux ont par la suite été créés dans le bassin du Congo, donnant lieu à des dizaines de millions d'acres dédiés aux parcs nationaux. Ce projet a été un tel succès que les parlementaires convoqués se sont réunis en septembre 2001, afin de lancer l'International Conservation Caucus (ICC) dans la Chambre des représentants, et, par la suite, au Sénat des États-Unis.

Travaillant dans un cadre nonpartisan, ils se sont alors lancés vers d'autres défis internationaux en matière de conservation, David ayant la responsabilité d'établir une fondation aux programmes éducatifs. Cette fondation est devenue l'ICCF.

DROITE L'acteur Harrison Ford et le Dr Mike Fay au gala ICCF à Washington, D.C.



À PROPOS

L'International Conservation Caucus a été fondé en septembre 2001 avec l'engagement d'aider les États-Unis à diriger des partenariats internationaux publics et privés qui assurent la gestion des ressources naturelles pour la protection de l'habitat et de la biodiversité, la réduction de la pauvreté, le développement économique et la sécurité régionale.

LE CAUCUS EST L'UN DES PLUS GRANDS GROUPES BIPARTISANS DU CONGRÈS AMÉRICAIN, COMPOSÉ DE PRÈS D'UN TIERS DE LA CHAMBRE ET DU SÉNAT.

117^E CONGRÈS AMÉRICAIN

U.S. CONGRESSIONAL INTERNATIONAL CONSERVATION CAUCUS

TERME: 2021-2023

ÉTABLI: 2003

ACRONYME: ICC

COPRÉSIDENTS

SEN. RICHARD BURR (R-NC)**SEN. CHRISTOPHER COONS (D-DE)****SEN. ROB PORTMAN (R-OH)****SEN. SHELDON WHITEHOUSE (D-RI)****REP. HENRY CUELLAR (D-TX)****REP. JEFF FORTENBERRY (R-NE)****REP. DAVID JOYCE (R-OH)****REP. BETTY MCCOLLUM (D-MN)**

MEMBRES, SÉNAT

Sen. John Barrasso (R-WY)
Sen. Tammy Baldwin (D-WI)
Sen. Michael Bennet (D-CO)
Sen. Marsha Blackburn (R-TN)
Sen. Roy Blunt (R-MO)
Sen. John Boozman (R-AR)
Sen. Mike Braun (R-IN)
Sen. Tom Carper (D-DE)

Sen. Bill Cassidy (R-LA)
Sen. Tom Cotton (R-AR)
Sen. Mike Crapo (R-ID)
Sen. Steve Daines (R-MT)
Sen. Dick Durbin (D-IL)
Sen. Kirsten Gillibrand (D-NY)
Sen. Lindsey Graham (R-SC)
Sen. Martin Heinrich (D-NM)

Sen. James Inhofe (R-OK)
Sen. Amy Klobuchar (D-MN)
Sen. Edward Markey (D-MA)
Sen. Robert Menendez (D-NJ)
Sen. Jerry Moran (R-KS)
Sen. James Risch (R-ID)
Sen. Brian Schatz (D-HI)
Sen. Debbie Stabenow (D-MI)

Sen. Jon Tester (D-MT)
Sen. John Thune (R-SD)
Sen. Tommy Tuberville (R-AL)
Sen. Chris Van Hollen (D-MD)
Sen. Roger Wicker (R-MS)
Sen. Ron Wyden (D-OR)

MEMBRES, CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Rep. Robert Aderholt (R-AL)
Rep. Jim Baird (R-IN)
Rep. Karen Bass (D-CA)
Rep. Stephanie Bice (R-OK)
Rep. Sanford Bishop (D-GA)
Rep. Earl Blumenauer (D-OR)
Rep. Kevin Brady (R-TX)
Rep. Vern Buchanan (R-FL)
Rep. G.K. Butterfield (D-NC)
Rep. Ken Calvert (R-CA)
Rep. André Carson (D-IN)
Rep. Buddy Carter (R-GA)
Rep. John Carter (R-TX)
Rep. Matt Cartwright (D-PA)
Rep. David Cicilline (D-RI)
Rep. Ben Cline (R-VA)
Rep. James Clyburn (D-SC)
Rep. Steve Cohen (D-TN)
Rep. Jim Costa (D-CA)
Rep. Peter DeFazio (D-OR)
Rep. Ted Deutch (D-FL)
Rep. Lloyd Doggett (D-TX)
Rep. Jeff Duncan (R-SC)

Rep. Chuck Fleischmann (R-TN)
Rep. Lois Frankel (D-FL)
Rep. John Garamendi (D-CA)
Rep. Louie Gohmert (R-TX)
Rep. Lance Gooden (R-TX)
Rep. Paul Gosar (R-AZ)
Rep. Kay Granger (R-TX)
Rep. Garret Graves (R-LA)
Rep. Morgan Griffith (R-VA)
Rep. Vicky Hartzler (R-MO)
Rep. Alcee Hastings (D-FL)
Rep. French Hill (R-AR)
Rep. Sheila Jackson Lee (D-TX)
Rep. Derek Kilmer (D-WA)
Rep. Young Kim (R-CA)
Rep. Ron Kind (D-WI)
Rep. Adam Kinzinger (R-IL)
Rep. Darin LaHood (R-IL)
Rep. Doug Lamborn (R-CO)
Rep. John Larson (D-CT)
Rep. Barbara Lee (D-CA)
Rep. Alan Lowenthal (D-CA)
Rep. Carolyn B. Maloney (D-NY)

Rep. Michael McCaul (R-TX)
Rep. Tom McClintock (R-CA)
Rep. David McKinley (R-WV)
Rep. Greg Murphy (R-NC)
Rep. Jerry McNerney (D-CA)
Rep. Gregory W. Meeks (D-NY)
Rep. Grace Napolitano (D-CA)
Rep. Dan Newhouse (R-WA)
Rep. Frank Pallone (D-NJ)
Rep. Jimmy Panetta (D-CA)
Rep. Donald Payne, Jr. (D-NJ)
Rep. Scott Peters (D-CA)
Rep. Chellie Pingree (D-ME)
Rep. Bill Posey (R-FL)
Rep. David Price (D-NC)
Rep. Mike Quigley (D-IL)
Rep. Tom Rice (R-SC)
Rep. Hal Rogers (R-KY)
Rep. Mike Rogers (R-AL)
Rep. John Rutherford (R-FL)
Rep. Tim Ryan (D-OH)
Rep. Gregorio Sablan (D-CNMI)
Rep. Linda Sanchez (D-CA)

Rep. John Sarbanes (D-MD)
Rep. Austin Scott (R-GA)
Rep. Mike Simpson (R-ID)
Rep. Adam Smith (D-WA)
Rep. Christopher Smith (R-NJ)
Rep. Pete Stauber (R-MN)
Rep. Bryan Steil (R-WI)
Rep. Chris Stewart (R-UT)
Rep. Mark Takano (D-CA)
Rep. Dina Titus (D-NV)
Rep. Michael Turner (R-OH)
Rep. Fred Upton (R-MI)
Rep. Debbie Wasserman Schultz (D-FL)
Rep. Bruce Westerman (R-AR)
Rep. Joe Wilson (R-SC)
Rep. Robert J. Wittman (R-VA)
Rep. Steve Womack (R-AZ)
Rep. Don Young (R-AK)



À PROPOS

Le Caucus sur les océans du Congrès américain a été créé en 2011. La direction de ce caucus a joué un rôle déterminant dans la réalisation de plusieurs succès législatifs, tels que la loi "Save Our Seas" et la ratification de quatre traités multinationaux sur les océans.

LES COPRÉSIDENTS ONT RÉCEMMENT PARRAINÉ LE SAVE OUR SEAS ACT 2.0, POUR AMÉLIORER LA RECHERCHE SUR LES DÉBRIS MARINS ET LE RECYCLAGE DE LA GESTION DES DÉCHETS POUR AMÉLIORER LA CAPACITÉ DE LA NOAA À RÉPONDRE AU NETTOYAGE DES DÉBRIS MARINS.

117^E CONGRÈS AMÉRICAIN

U.S. CONGRESSIONAL OCEANS CAUCUS

TERME: 2021-2023

ÉTABLI: 2011

ACRONYME: OC

COPRÉSIDENTS

SEN. SHELDON WHITEHOUSE (D-RI)**SEN. LISA MURKOWSKI (R-AK)****REP. SUZANNE BONAMICI (D-OR)****REP. DON YOUNG (R-AK)**

COPRÉSIDENTS HONORAIRES

SEN. DAN SULLIVAN (R-AK)**SEN. TAMMY BALDWIN (D-WI)**

MEMBRES, SÉNAT

Sen. Michael Bennet (D-CO)
Sen. Richard Blumenthal (D-CT)
Sen. Cory Booker (D-NJ)
Sen. John Boozman (R-AR)
Sen. Mike Braun (R-IN)
Sen. Richard Burr (R-NC)
Sen. Maria Cantwell (D-WA)
Sen. Benjamin Cardin (D-MD)
Sen. Tom Carper (D-DE)

Sen. Bill Cassidy (R-LA)
Sen. Susan Collins (R-ME)
Sen. Christopher Coons (D-DE)
Sen. Lindsey Graham (R-SC)
Sen. Mazie Hirono (D-HI)
Sen. James Inhofe (R-OK)
Sen. Tim Kaine (D-VA)
Sen. John Kennedy (R-LA)
Sen. Angus King (I-ME)

Sen. Ed Markey (D-MA)
Sen. Jeff Merkley (D-OR)
Sen. Chris Murphy (D-CT)
Sen. Patty Murray (D-WA)
Sen. Gary Peters (D-MI)
Sen. Rob Portman (R-OH)
Sen. Jack Reed (D-RI)
Sen. James Risch (R-ID)
Sen. Brian Schatz (D-HI)

Sen. Chuck Schumer (D-NY)
Sen. Thom Tillis (R-NC)
Sen. Chris Van Hollen (D-MD)
Sen. Mark Warner (D-VA)
Sen. Elizabeth Warren (D-MA)
Sen. Roger Wicker (R-MS)
Sen. Ron Wyden (D-OR)

MEMBRES, CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Rep. Robert Aderholt (R-AL)
Rep. Donald Beyer (D-VA)
Rep. Earl Blumenauer (D-OR)
Rep. Vern Buchanan (R-FL)
Rep. Ken Calvert (R-CA)
Rep. Salud Carbajal (D-CA)
Rep. Buddy Carter (R-GA)
Rep. John Carter (R-TX)
Rep. Ed Case (D-HI)
Rep. Sean Casten (D-IL)
Rep. Kathy Castor (D-FL)
Rep. Steve Cohen (D-TN)
Rep. Charlie Crist (D-FL)
Rep. Peter DeFazio (D-OR)
Rep. Mark DeSaulnier (D-CA)
Rep. Ted Deutch (D-FL)
Rep. Debbie Dingell (D-MI)
Rep. Lloyd Doggett (D-CA)
Rep. Anna Eshoo (D-CA)
Rep. Lizzie Fletcher (D-TX)
Rep. Jeff Fortenberry (R-NE)

Rep. Lois Frankel (D-FL)
Rep. Jenniffer Gonzalez-Colon (PR-AL)
Rep. Kay Granger (R-TX)
Rep. Garret Graves (R-LA)
Rep. Raul Grijalva (D-AZ)
Rep. Buddy Hartzler (R-MO)
Rep. Alcee Hastings (D-FL)
Rep. Jared Huffman (D-CA)
Rep. Marcy Kaptur (D-OH)
Rep. Bill Keating (D-MA)
Rep. Derek Kilmer (D-WA)
Rep. Andy Kim (D-NJ)
Rep. Doug Lamborn (R-CO)
Rep. James R. Langevin (D-RI)
Rep. Rick Larsen (D-WA)
Rep. Barbara Lee (D-CA)
Rep. Mike Levin (D-CA)
Rep. Ted Lieu (D-CA)
Rep. Zoe Lofgren (D-CA)
Rep. Barry Loudermilk (R-GA)

Rep. Alan Lowenthal (D-CA)
Rep. Elaine Luria (D-VA)
Rep. Stephen Lynch (D-MA)
Rep. Carolyn B. Maloney (D-NY)
Rep. Brian Mast (R-FL)
Rep. Doris Matsui (D-CA)
Rep. Michael McCaul (R-TX)
Rep. James P. McGovern (D-MA)
Rep. Seth Moulton (D-MA)
Rep. Frank Pallone Jr. (D-NJ)
Rep. Jimmy Panetta (D-CA)
Rep. Chris Pappas (D-NH)
Rep. Donald Payne (D-NJ)
Rep. Nancy Pelosi (D-CA)
Rep. Chellie Pingree (D-ME)
Rep. David Price (D-NC)
Rep. Aumua Amata Coleman Radewagen (R-American S)
Rep. Jamie Raskin (D-MD)
Rep. Mike Rogers (R-AL)
Rep. C.A. Dutch Ruppersberger

(D-MD)
Rep. John Rutherford (R-FL)
Rep. Gregorio Sablan (D-CNMI)
Rep. John P. Sarbanes (D-MD)
Rep. Kurt Schrader (D-OR)
Rep. Austin Scott (R-GA)
Rep. Robert C. Scott (D-VA)
Rep. Christopher Smith (R-NJ)
Rep. Abigail Spanberger (D-VA)
Rep. Jackie Speier (D-CA)
Rep. Mike Thompson (D-CA)
Rep. Jeff Van Drew (R-NJ)
Rep. Juan Vargas (D-CA)
Rep. Nydia Velazquez (D-NY)
Rep. Michael Waltz (R-FL)
Rep. Debbie Wasserman Schultz (D-FL)
Rep. Robert Wittman (R-VA)

RÉALISATIONS LÉGISLATIVES

PARRAINÉES PAR CO-PRÉSIDENTS ET MEMBRES DE L'ICC



" DEFENDING ECONOMIC LIVELIHOODS AND THREATENED ANIMALS (DELTA) ACT "

Favorise une croissance économique durable grâce à des programmes de conservation transfrontaliers dans le bassin de la rivière Okavango, qui abrite la plus grande population d'éléphants d'Afrique.

" TROPICAL FOREST CONSERVATION ACT REAUTHORIZATION "

Met en œuvre des échanges "dette contre nature" grâce auxquels les pays sont en mesure de réorienter les remboursements de la dette pour soutenir la conservation des forêts tropicales.

" THE ELIMINATE, NEUTRALIZE, AND DISRUPT (END) WILDLIFE TRAFFICKING ACT "

Crée une réponse coordonnée du gouvernement américain pour lutter contre le braconnage et le commerce illégal d'espèces sauvages.

" MULTINATIONAL SPECIES CONSERVATION FUNDS SEMIPOSTAL STAMP ACT "

Libère un timbre spécial, dont le produit est transféré au "U.S. Fish and Wildlife Service" (USFWS) pour soutenir les programmes de conservation des espèces.

" LACEY ACT AMENDMENTS TO BAN ILLEGAL TIMBER IMPORTS "

Modifie la loi "Lacey" dans le cadre du "Farm Bill" de 2008 pour lutter contre le trafic d'espèces sauvages, de poissons et de plantes, en élargissant ses protections pour inclure un plus grand nombre de plantes et de produits végétaux, notamment les produits fabriqués à partir de bois exploité illégalement.

" CONGO BASIN FOREST PARTNERSHIP ACT "

A conduit à 53 millions de dollars promis, 13 nouveaux parcs nationaux créés et des dizaines de millions d'acres dédiés aux aires protégées dans le bassin du Congo.

IMAGE: Le sénateur Sheldon Whitehouse, le président Ed Royce et la représentante Betty McCollum, coprésidents de l' "International Conservation Caucus" interrogent des témoins lors d'une audience parlementaire.





" SOS 2.0 " - A PASSÉE LE SÉNAT EN 2020

Améliore la collaboration internationale sur la recherche des débris marins et des matériaux alternatifs, et investit dans l'infrastructure de recyclage de gestion des déchets aux États-Unis; crée une fondation et un fonds fiduciaire pour fournir une capacité supplémentaire au programme de débris marins de la NOAA.

" MARITIME SAFE ACT NATIONAL DEFENSE AUTHORIZATION ACT (NDAA) FY 2020 "

Aborde la menace à la sécurité nationale de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée et des activités illégales associées grâce à une approche pangouvernementale.

" BLUE GLOBE ACT " - INTRODUITE EN 2019

Fait progresser la collecte de données sur les Grands Lacs, les océans, les baies, les estuaires et les côtes pour accélérer l'innovation technologique, accroître la main-d'œuvre maritime et développer une meilleure compréhension de l'économie bleue.

" SAVE OUR SEAS ACT " - 2018

Autorise à nouveau le programme NOAA sur les débris marins jusqu'en 2022, qui s'efforce de lutter contre les débris marins par la recherche, la prévention et la réduction.

" ILLEGAL, UNREPORTED, & UNREGULATED FISHING ENFORCEMENT ACT " - 2015

Met en œuvre l'Accord sur les mesures de l'État du



port en faisant progresser les efforts des États-Unis pour empêcher le poisson pêché illégalement d'entrer dans les ports et les marchés américains et aborde les priorités clés du plan d'action de l'administration précédente pour lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) et la fraude aux fruits de mer.

RATIFICATION DE 4 TRAITÉS MULTINATIONAUX SUR LES OCÉANS - 2014

Protège les pêcheurs américains d'être désavantagés par la pêche illégale, non déclarée et non réglementée.

IMAGE (GAUCHE): Sénateur américain Sheldon Whitehouse (D-RI), coprésident, Oceans Caucus / International Conservation Caucus

IMAGE (DROITE): Représentant de la Chambre des États-Unis Jeff Fortenberry (R-NE), coprésident, International Conservation Caucus

LE GALA INTERNATIONAL DE CONSERVATION DU CONGRÈS AMÉRICAIN DE L'ICCF



LE RASSEMBLEMENT LE PLUS IMPORTANT ET LE PLUS EXCLUSIF DE CONSERVATEURS DES COMMUNAUTÉS D'ENTREPRISES, D'ONG ET DE GOUVERNEMENT POUR PROMOUVOIR LE LEADERSHIP DES ÉTATS-UNIS DANS LA GESTION SAINTE DES RESSOURCES NATURELLES DU MONDE

Les 500+ invités du gala comprennent des membres du Cabinet américain, plus de 100 membres du Congrès, des décideurs politiques et des leaders d'opinion du monde entier, des chefs d'entreprise mondiaux, des célébrités et des dirigeants de la communauté internationale des ONG. Cet événement annuel offre aux invités une opportunité sans précédent de dialoguer avec le caucus nonpartisan le plus important de " Capitol Hill, " des délégations étrangères de haut niveau et des chefs d'entreprise et de conservation influents sur la nécessité d'un leadership, d'une coopération et d'une action en matière de conservation aux États-Unis et à l'étranger.

IMAGE: Le fondateur de l'ICCF David Barron et l'ancien secrétaire d'État John Kerry au gala de l'ICCF





RECONNAISSANCES

LE PRIX TEDDY ROOSEVELT DE L'ICCF RECONNAÎT LE LEADERSHIP PUBLIC POUR
LES EFFORTS EXTRAORDINAIRES EN FAVEUR DE CONSERVATION INTERNATIONALE

LE PRINCE DE GALLES

LE PRINCE DE MONACO

FELIPE CALDERON, PRÉSIDENT DU MEXIQUE

TONY BLAIR, PREMIER MINISTRE DU ROYAUME-UNI

ROB PORTMAN (R-OH), SÉNAT, USA

ED ROYCE (D-CA), CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS, USA

GALA CHAIRS

LA REINE NOOR DE JORDANIE

BILL CLINTON, PRÉSIDENT, USA

GEORGE H.W. BUSH, PRÉSIDENT, USA

HANK PAULSON, SECRÉTAIRE DU TRÉSOR, USA

EN APPRENDRE PLUS:

INTERNATIONALCONSERVATION.ORG/MULTIMEDIA/GALA

IMAGE: S.R.H. LE PRINCE DE GALLES AU GALA ICCF (2015)

LE GROUPE ICCF AU ROYAUME-UNI

"THE ALL-PARTY PARLIAMENTARY GROUP ON INTERNATIONAL CONSERVATION"

ICCF-UK EST UN ORGANISME DE BIENFAISANCE ENREGISTRÉ EN ANGLETERRE ET AU PAYS DE GALLES DONT LA MISSION EST DE FAIRE PROGRESSER LE LEADERSHIP PARLEMENTAIRE EN MATIÈRE DE CONSERVATION INTERNATIONALE PAR LE BIAIS DE PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ ET DE DÉVELOPPER LA PROCHAINE GÉNÉRATION DE DIRIGEANTS PARLEMENTAIRES POUR LA CONSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES.



DEPUIS 2019

En fournissant aux législateurs des informations objectives et en rassemblant l'expérience des secteurs privé, philanthropique et à but non lucratif, l'ICCF-UK éduque les législateurs à prendre des décisions éclairées et à montrer la voie dans l'élaboration de politiques de conservation saines et non partisans au profit de la communauté mondiale. Depuis sa création, l'ICCF-UK a construit une volonté politique sur les questions internationales de conservation en Afrique, en Asie et en Amérique latine à travers une série d'initiatives internationales et nationales.

IMAGE: Barry Gardiner MP, Coprésident, APPG

LE ROYAUME-UNI

LE ROYAUME-UNI A DÉSIGNÉ LA CONSERVATION COMME UNE PRIORITÉ CLÉ DE SA POLITIQUE INTÉRIEURE ET ÉTRANGÈRE, DEVENANT LE PREMIER DES PAYS DU G7 À S'ENGAGER À ATTEINDRE UN OBJECTIF NET ZÉRO ET CITANT LES SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE COMME UNE PRIORITÉ CLÉ POUR LE SUCCÈS DU SOMMET SUR LE CLIMAT DE GLASGOW. LE PAYS A ALLOUÉ DES MILLIARDS DE LIVRES À LA CONSERVATION ET DÉVELOPPÉ UNE SÉRIE DE POLITIQUES ALLANT DES MESURES DE PROTECTION DES FORÊTS À LA CRÉATION ET À LA PROMOTION D'AIRES MARINES PROTÉGÉES COMME MOYEN DE PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ MONDIALE.

CHAMBRE DU PARLEMENT, ROYAUME-UNI

ALL PARTY PARLIAMENTARY GROUP INTERNATIONAL CONSERVATION

COPRÉSIDENTS

BARRY GARDINER MP (LAB)

THEO CLARKE MP (CON)

VICE-PRÉSIDENTS

BIM AFOLAMI MP (CON)

IAN BYRNE MP (LAB)

FERYAL CLARK MP (LAB)

ROSIE DUFFIELD MP (LAB)

RT HON CHRIS GRAYLING MP (CON)

KERRY MCARTHY MP (LAB)

ANNA MCMORRIN MP (LAB)

RT HON LORD RANDALL OF UXBRIDGE KT PP (CON)

ANDREW ROSINDELL MP (CON)

ALEX SOBEL MP (CON)

En tant qu'économie avancée dotée d'un service diplomatique de premier plan, le Royaume-Uni a utilisé son influence économique, politique, scientifique et culturelle internationale considérable pour accroître la protection des paysages et de la biodiversité dans le monde. Par sa position de membre permanent des États-Unis Conseil de sécurité des Nations Unies, ainsi que son adhésion à des organisations telles que l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale, l'OTAN, et le Commonwealth, le Royaume Unis a mis l'environnement au premier plan des questions débattues.

L'ICCF-UK, SECRÉTARIAT DE L'APPG

L'ICCF-UK sert de secrétariat de l'APPG sur la conservation internationale au Parlement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Lancé en juin 2019, l'APPG fournit un forum pour aborder les problèmes de conservation de la faune et de biodiversité affectant notre planète, y compris, mais sans s'y limiter, l'effondrement des écosystèmes, l'extinction d'espèces, la dégradation des terres, les espèces envahissantes, et la pêche illégale.

L'ICCF-UK soutient les membres de l'APPG en travaillant comme une extension de leur bureau ; il fournit des recherches et des connaissances sur mesure aux membres de l'APPG à travers une série d'ateliers, de séminaires, de missions d'enquête et de collaboration inter-caucus. Dans le cadre de l'APPG, les parlementaires se sont engagés avec leurs homologues du monde entier pour protéger les ressources naturelles et la biodiversité.

IMAGE: Theo Clarke MP, Coprésidente, APPG





PRIORITÉS APPG

L'ENQUÊTE SUR LA FAUNE, LE COVID-19 ET LA PRÉVENTION DE FUTURES PANDÉMIES

LE FINANCEMENT DE LA CONSERVATION ET SES MÉCANISMES DE FINANCEMENT

LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

LES SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE ET LA ROUTE POUR GLASGOW

L'ÉCONOMIE BLEUE

L'EXPLOITATION FORESTIÈRE ET L'EXPLOITATION MINIÈRE ILLÉGALES

LA RESTAURATION DE L'HABITAT

LES PLASTIQUES ET DÉCHETS

LE DÉVELOPPEMENT DES OPPORTUNITÉS DE COLLABORATION INTERNATIONALE À TRAVERS LE RÉSEAU ICCF

L'ICCF-UK IDENTIFIE ET ÉTABLIT DES RELATIONS AVEC LES FUTURS LEADERS DE LA CONSERVATION AU PARLEMENT

Parmi les anciens élèves de l'APPG qui ont occupé des postes ministériels figurent l'Honorable Lord Goldsmith de Richmond Park (co-fondateur de l'APPG et ministre du Pacifique et de l'Environnement au " Foreign, Commonwealth & Development Office " (FCDO) et au " Department for Environment, Food and Rural Affairs " (Defra) - et Alex Chalk (ancien coprésident et sous-secrétaire d'État parlementaire au ministère de la Justice).

IMAGE: Kings College, Cambridge



CAUCUS DE CONSERVATION TRANSATLANTIQUE

Les États-Unis et le Royaume-Uni sont classés parmi les 1^{er} et 3^e plus grands donateurs d'aide au développement à l'étranger dans le monde. Le " Transatlantic Conservation Caucus " tire parti de cet engagement du désir de collaboration entre le APPG le " U.S. Congressional International Conservation Caucus. " Le groupe ICCF assure le secrétariat de ce groupe, qui est coprésidé par un représentant du Royaume-Uni et des États-Unis.

Formé en 2020, ce nouveau caucus met en lumière les zones de conservation qui ont le plus besoin d'un soutien international. En réunissant les législateurs britanniques et américains, il offre une opportunité de réformer les lois et réglementations environnementales internationales, telles que la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), et le développement de mécanismes innovants de financement de la conservation. Notant que les gouvernements seuls ne peuvent pas réaliser le développement durable, le caucus rassemble des entreprises, des philanthropes et des leaders de la conservation pour appliquer leurs compétences et leurs ressources uniques pour réaliser une transformation rapide.



LE GROUPE ICCF EN L'AMÉRIQUE LATINE

SOLUTIONS IN CONGRESS AND IN THE FIELD

LE GROUPE ICCF TRAVAILLE AU SEIN DES GOUVERNEMENTS ET SUR LE TERRAIN EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES POUR FAIRE PROGRESSER LE LEADERSHIP ET RENFORCER LES CAPACITÉS DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES, Y COMPRIS DANS LES PARCS ET LES AIRES PROTÉGÉES.

LES CAUCUSES DE CONSERVATION À TRAVERS L'AMÉRIQUE LATINE



Le groupe ICCF a facilité la création de caucuses pour l'environnement en Colombie, au Pérou et au Mexique et travaille avec des partenaires des parlements d'Antigua-et-Barbuda, de la Dominique, de Grenade et de Sainte-Lucie pour soutenir le lancement de caucuses dans ces parlements, en collaborant avec chacune de ces coalitions de décideurs politiques pour leur fournir des informations complètes et des solutions innovantes sur les questions de gestion des ressources naturelles. Munis d'informations objectives, ces membres du Congrès peuvent prendre des décisions éclairées et montrer la voie en formant des politiques de conservation saines et non partisans qui profitent à leurs nations respectives.

IMAGE: German Blanco, coprésident, Caucus de Conservation Colombien, et conférencier de la Chambre 2020 - 2021



SUR LE TERRAIN, LES EXPERTS DE L'INTERNATIONAL CONSERVATION CORPS DU GROUPE ICCF TRAVAILLENT AVEC DES PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX ET NON GOUVERNEMENTAUX POUR ATTEINDRE LES PRIORITÉS DE CONSERVATION ET DÉVELOPPER LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES POUR GÉRER EFFICACEMENT LES PARCS ET LES AIRES PROTÉGÉES.

COLOMBIE

Les membres de l'équipe de l'International Conservation Corps travaillent avec les Parcs naturels nationaux de Colombie (PNN) pour renforcer leurs capacité de gestion, en particulier en améliorant la

capacité de soutenir durablement l'augmentation du tourisme afin d'apporter des emplois indispensables aux communautés rurales; développer un nouveau système de planification institutionnelle; l'intégration de services d'interprétation dans les parcs; le renforcement de la gestion des services commerciaux; et l'élaboration d'une stratégie pour un nouveau programme national de formation.

PÉROU

Après avoir démontré un travail fructueux avec le PNN en Colombie, le groupe ICCF a signé un protocole d'accord pour travailler avec SERNANP - le Service des parcs nationaux du Pérou - et a identifié les domaines clés de collaboration dans lesquels le programme ICCF peut soutenir le Pérou grâce à l'assistance technique d'experts.

CARAÏBES

Dans les Caraïbes, l'International Conservation Corps travaille avec les ministères concernés dans les pays cibles pour renforcer les capacités de gestion des aires protégées à Antigua-et-Barbuda, à la Dominique, à Grenade et à Sainte-Lucie. Les travaux en cours mettent à jour le plan de gestion et rédigent un plan de mise en œuvre pour le parc national de la lagune de Codrington à Antigua-et-Barbuda, un plan d'affaires pour le parc national de Cabrits en Dominique, un accord de cogestion entre la Division des pêches et une parties prenantes de la zone de protection marine (AMP) de Grand Anse à la Grenad. L'International Conservation Corps soutient aussi le ministère du Développement durable de Sainte-Lucie pour promouvoir des accords de protection volontaire, avec des propriétaires fonciers privés et à travers un plan de gestion pour un domaine privé.



À PROPOS

FONDÉE EN 2012 EN TANT QU'ORGANISATION FONDATRICE DU GROUPE ICCF EN AMÉRIQUE LATINE, ICCF COLOMBIE, AU NIVEAU NATIONAL ET RÉGIONAL, ABORDE L'EXPLOITATION MINIÈRE ILLÉGALE, LES OCÉANS ET D'AUTRES PROBLÈMES, TOUT EN RENFORÇANT LA CAPACITÉ DE GESTION DU SYSTÈME DE PARCS NATIONAUX.

CONGRÈS DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE

CAUCUS CONSERVACIONISTA COLOMBIANO

TERME: 2018-2022 - ACRONYME: CCC

COPRÉSIDENTS

SEN. JUAN DIEGO GÓMEZ (PC)
SEN. DAIRA DE JESÚS GALVIS MÉNDEZ (PCR)
SEN. MAURICIO GÓMEX (PL)
SEN. SANTIAGO VALENCIA (PCD)
SEN. EFRAÍN CEPEDA SARABIA (PC)
SEN. MARITZA MARTINEZ ARISTIZABAL (PU)
REP. CARLOS ALBERTO CUENCA CHAUX (PCR)
REP. GERMAN BLANCO (PC)
REP ASTRID SÁNCHEZ MONTES DE OCA (PU)
REP. ARMANDO ZABARAÍN (PC)
REP. EDWARD RODRIGUEZ (PCD)
REP. ELOY QUINTERO (PCR)
REP. EDWIN BALLESTEROS (PCD)
REP. JUAN DAVID VELEZ (PCD)



MEMBRES, SÉNAT

Sen. José Name (PU)	Sen. Sandra Ortiz (PV)	Sen. Paola Holgun (PCD)	Sen. Richard Aguilar Villa (PCR)
Sen. Andres García Zuccardi (PL)	Sen. Fabio Amín (PL)	Sen. José Pérez (PCR)	
Sen. Jaime Duran (PL)	Sen. Carlos Jiménez (PCR)	Sen. Antonio Sanguino Páez (PV)	
Sen. Nora García Burgos (PC)	Sen. Fabián Castillo (PCR)	Sen. Jorge Eduardo Londoño Ulloa (PV)	
Sen. Luis Diazgranados (PCR)	Sen. Carlos Guevara (PM)		

MEMBRES, CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Rep. Carlos Alberto Cuenca Chaux (PCR)	Rep. Oscar Darío Pérez (PCD)	Rep. Juan Carlos Lozada (PL)	Rep. Felix Chica (PC)
Rep. Maria José Pizarro (PLD)	Rep. Silvio Carrasquilla (PC)	Rep. Katherine Miranda (PV)	Rep. Carlos Ardila (PL)
Rep. Alfredo Deluque (PU)	Rep. César Pachón (PM)	Rep. Hector Ortiz (PCD)	Rep. Felipe Muñoz (PC)
Rep. Christian Moreno (PU)	Rep. César Ortiz Zorro (PV)	Rep. Elizabeth Jay Pang Díaz (PL)	Rep. Jose Elver Hernandez (PC)
Rep. Ciro Fernández (PCR)	Rep. Juan Espinal (PCD)	Rep. Harold Augusto Valencia (PU)	Rep. Gustavo Padilla (PC)
Rep. Franklin Lozano (PCR)	Rep. John Jairo Berrío (PCD)	Rep. Modesto Aguilera (CR)	Rep. Jorge Méndez (PCR)
Rep. Karen Cure (PCR)	Rep. Rodrigo Rojas Lara (PCR)	Rep. David Pulido (PCR)	Rep. Emeterio Montes (PC)
Rep. Kelyn González (PCR)	Rep. Camilo Arango (PCR)	Rep. Rep. Harry González (PL)	Rep. Juan Carlos Rivera (PC.)
Rep. Margarita Restrepo (PCD)	Rep. Teresa de Jesús Enríquez (PU)	Rep. Henry Correal (PL)	Rep. Liliana Benavides (PC)
	Rep. Nicolas Echeverry (PC)	Rep. José Vicente Carreño (PCD)	Rep. Adriana Magaly Matiz (PC)

PRIORITÉS DU CAUCUS COLOMBIEN

LES ENJEUX FORESTIERS

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 54,5% ou environ 60 499 000 ha de la Colombie sont boisés. Sur ce total, 14,1% (8 543 000 ha) sont classés comme forêt primaire, la forme de forêt la plus riche en biodiversité et en carbone. La Colombie compte également 405 000 ha de forêts aménagées et plantées. La déforestation reste un problème grave dans les Andes et le bassin amazonien. Les activités de l'ICCF à l'appui du Caucús ont mis l'accent sur les questions forestières, notamment un sommet législatif binational sur la foresterie avec des membres du Congrès mexicain et des présentations d'experts sur la gestion des forêts lors des sessions de formation législative tenues en 2020.

LES PARCS NATIONAUX

L'amélioration de la gestion de ses parcs nationaux est une priorité pour la Colombie. Le Caucús colombien s'efforce d'évaluer et de relever les défis auxquels est confronté le système des parcs nationaux afin de promouvoir les activités d'écotourisme dans des zones importantes du pays. Une partie de cet effort comprend l'obtention d'un financement durable pour les parcs nationaux de Colombie.

L'EAU

Reconnaissant l'eau comme un axe de développement durable, le caucús colombien examine des sujets liés à l'eau tels que la qualité de l'eau, la gestion des eaux souterraines, l'utilisation durable, l'accès à l'eau potable, l'assainissement, la pollution par les eaux usées et la sécheresse.

LA GESTION DES DÉCHETS

La Colombie a avancé dans la mise en œuvre de la Stratégie nationale de l'économie circulaire qui promeut la transformation productive pour maximiser la valeur ajoutée des systèmes de production et de consommation en termes économiques, environnementaux et sociaux, basée sur une utilisation plus efficace des ressources, de la valeur et de la fermeture cycles. Parmi les défis rencontrés dans le cadre de cette stratégie figure la gestion des conteneurs et des emballages. La Colombie a acquis de l'expérience dans la collecte de ces matériaux, et il convient de noter les contributions importantes du caucús colombien qui a introduit et promu la loi interdisant les sacs en plastique sur l'île de San Andres, ainsi que autres projets de loi pour soutenir la mise en œuvre de cette stratégie. Il reste cependant nécessaire d'augmenter d'au moins quatre fois la capacité de recyclage des conteneurs et des emballages en Colombie d'ici 2030, afin de tirer parti des matériaux générés et de créer des opportunités d'emplois, d'entreprises et une plus grande productivité.





L'ÉDUCATION ENVIRONNEMENTALE

Le gouvernement national a parmi ses objectifs l'inclusion de l'éducation environnementale à la fois formelle et informelle / non formelle en tant que contribution au développement durable et à l'amélioration de la qualité de vie des Colombiens, en conservant leurs richesses naturelles et en récupérant les écosystèmes pour le prochain générations. Dans ce but, le caucus colombien, à travers des dialogues multisectoriels, recherche des initiatives qui contribuent à la mise en œuvre et au renforcement des stratégies de la Politique nationale d'éducation environnementale.

IMAGE (DROITE): Atelier de planification 2015. Assistance technique de Conscorp aux parcs nationaux de Colombie

LE MINAGE ILLÉGAL

Les initiatives législatives du caucus se sont concentrées sur la promotion de pratiques minières responsables, y compris la formalisation, la lutte contre l'exploitation minière illégale et la suppression de l'utilisation du mercure. La direction du caucus a dirigé les efforts du Congrès qui ont conduit à l'adhésion officielle de la Colombie à la Convention de Minamata sur le Mercure.

IMAGE (BANNIÈRE): Table ronde sur les océans, avec le capitaine William Pedroza, directeur des intérêts maritimes et fluviaux de la marine nationale, membre du caucus RH. Elizabeth Jay-pang Díaz, et le capitaine Juan Camilo Forero Hauzeur, secrétaire exécutif de la Commission colombienne de l'océan.



À PROPOS

CRÉÉ EN 2017, À LA SUITE D'ÉCHANGES INTERPARLEMENTAIRES AVEC LES COPRÉSIDENTS ET LES MEMBRES DU "U.S. OCEANS CAUCUS," LE CAUCUS COLOMBIEN POUR LES OCÉANS ÉTABLIT UN PROGRAMME MULTISECTORIEL SUR LES QUESTIONS PRIORITAIRES POUR LA CONSERVATION ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES RESSOURCES MARINES.

CONGRÈS DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE

CAUCUS PARA OCÉANOS DE COLOMBIA

TERME: 2018-2022 - ACRONYME: COC

COPRÉSIDENTS

SEN. DAIRA GALVIS MÉNDEZ (CR)

SEN. JUAN DIEGO GÓMEZ (PC)

SEN. EFRAÍN CEPEDA SARABIA (PC)

SEN. SANTIAGO VALENCIA (PCD)

SEN. MAURICIO GÓMEZ (PL)

SEN. FABIAN CASTILLO (PCR)

SEN. IVÁN NAME VÁSQUEZ (PV)

REP. GERMAN BLANCO (PC)

REP. EDWIN BALLESTEROS (PCD)

REP. ASTRID SANCHEZ MONTES DE OCA (PU)

REP. JUAN DAVID VELEZ (PCD)

REP. ELIZABETH JAY PANG (PL)

MEMBRES, SÉNAT

Sen. Nora García Burgos (PC)

Sen. Guillermo García Realpe (PL)

Sen. Miriam Alicia Paredes (PC)

Sen. Alexander López (PDA)

Sen. Luis Eduardo Díaz Granados

(PCR)

Sen. Antonio Sanguino Paez (PV)

Sen. Jorge Eduardo Londoño

Ulloa (PV)

Sen. Ana María Castañeda

(PCR)

Sen. Richard Aguilar Villa (PCR)

MEMBRES, CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Rep. César Ortiz Zorro (PV)

Rep. Juan Espinal (PCD)

Rep. John Jairo Berrío (PCD)

Rep. Rodrigo Rojas Lara (PCR)

Rep. Camilo Arango (PCR)

Rep. Teresa Enríquez (PU)

Rep. Alfredo A. Cuello (PC)

Rep. Karen Cure (PCR)

Rep. César Pachón (PM)

Rep. Katherine Miranda (PV)

Rep. Hector Ortiz (PCD)

Rep. Harold Valencia (PU)

Rep. Modesto Aguilera (CR)

Rep. Harry González (PL)

Rep. Henry Correal (PL)

Rep. Jose Vicente Carreño (PCD)

Rep. Felix Chica (PC)

Rep. Carlos Ardila (PL)

Rep. Jose Elver Hernandez (PC)

Rep. Felipe Muñoz (PC)

Rep. Maria José Pizarro (PLD)

Rep. Carlos Cuenca Chaux (PCR)

Rep. Gustavo Padilla (PC)

Rep. Jorge Méndez (PCR)

Rep. Emeterio Montes (PC)

Rep. Juan Carlos Rivera (PC)

Rep. Liliana Benavides (PC)

Rep. Adriana Magaly Matiz (PC)

IMAGE: Table ronde sur la pêche INN (2018)



PRIORITÉS DU CAUCUS COLOMBIEN POUR LES OCÉANS

LA GESTION DES PÊCHES

La Colombie est le seul pays d'Amérique du Sud avec de vastes territoires marins-côtières dans les océans Atlantique et Pacifique. La pêche dans ces océans est, pour les communautés côtières, une activité principale génératrice de revenus et d'emplois. Cependant, la pêche illégale est devenue un défi qui affecte les bénéfices générés par cette activité. La pêche illégale a également un impact sur la sécurité nationale avec des liens avec la contrebande de carburant et le trafic illicite d'or. Le caucus pour les océans entame une discussion sur ce sujet à travers une série de dialogues multisectoriels qui seront développés au Congrès de la République et à travers une mission sur le terrain dans le parc national d'Utria dans la région du Pacifique. Grâce à ces activités, les membres du caucus espèrent acquérir une compréhension globale des défis et des opportunités que génèrent les pêches et comprendre le rôle qu'ils peuvent jouer en tant que législateurs pour promouvoir des initiatives qui mèneront à des solutions efficaces.

LA RESTAURATION DES RÉCIFS DE CORAIL

Avec le début de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes (2021-2030) et des sciences océaniques pour le développement durable (2021-2030), l'un des enjeux clés est la restauration des récifs coralliens en tant que stratégie pour améliorer leurs services écosystémiques, tels que la nourriture, la protection côtière, le tourisme et la pêche, entre autres, et contribuent également à la réduction des principales menaces qui les affectent avec la surpêche, la pollution, les pratiques déficientes de développement côtier et le changement climatique. La Colombie développe l'une des plus

grandes initiatives de la région pour la restauration de cet écosystème, en particulier dans l'archipel de San Andrés, également en réponse à l'impact des ouragans Eta et Iota, qui ont considérablement détruit les infrastructures et les récifs coralliens des deux plus petites îles. Bien que l'autorité environnementale travaille avec diligence avec les ONG et les communautés pour le restaurer avec l'Opération "Black Crab," l'efficacité de ses efforts est menacée si ceux-ci ne sont pas accrus et améliorés pour répondre à la demande et aux risques de menaces liées au changement climatique. Il s'agit d'un problème où le caucus pour les océans est activement impliqué, dans la recherche d'initiatives pour sa restauration, à travers un dialogue national et des missions sur le terrain pour favoriser ces stratégies en tant qu'élément clé de la relance économique.

L'ÉCOTOURISME

La Colombie continue d'être une destination importante pour le tourisme international. En 2016, le pays a reçu 5,092,052 visiteurs internationaux, le chiffre le plus élevé de l'histoire du tourisme du pays, dépassant de loin les objectifs du pays. Le tourisme est actuellement la deuxième source de revenus du pays, atteignant 5,251 millions de dollars US en 2015, 7,45% de plus que l'année précédente. Avec cette croissance du tourisme, il existe de nombreuses opportunités pour améliorer le tourisme dans les parcs nationaux colombiens en tant que secteur économique stratégique du pays. L'écotourisme peut générer des avantages sociaux, environnementaux et économiques qui permettront le développement durable des aires protégées du pays. Le caucus colombien pour les océans s'efforcent d'évaluer ces opportunités en effectuant des missions sur le terrain et en voyant de première main comment les législateurs peuvent jouer un rôle dans la promotion du tourisme de nature une fois la crise COVID résolue.

À PROPOS



LE GROUPE PARLEMENTAIRE MEXICAIN A ÉTÉ CRÉÉ EN 2016 ET COMPREND LE PRÉSIDENT DU COMITÉ SÉNATORIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU COMITÉ DES AFFAIRES AUTOCHTONES.

CONGRÈS DE LA RÉPUBLIQUE DU MEXIQUE

GRUPO PARLAMENTARIO CONSERVACIONISTA MEXICANO

TERME: 2018-2022

ACRONYME: GPCM

COPRÉSIDENTS

SEN. JORGE CARLOS RAMÍREZ MARÍN (PRI)

SEN. EDUARDO MURAT HINOJOSA (PVEM)

SEN. EMILIO ÁLVAREZ ICAZA LONGORIA (IND)

DIP. SILVIA GARZA GALVÁN (PAN)

DIP. IRMA JUAN CARLOS (MORENA)

DIP. SERGIO MAYER BRETÓN (MORENA)

DIP. ROBERTO ANTONIO RUBIO MONTEJO (PVEM)



MEMBRES, SÉNAT

Sen. Susana Harp Iturribarría (MORENA)

Sen. Indira Kempis Martínez (MC)

Sen. Verónica Delgadillo García (MC)

MEMBRES, CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Dip. Martha Olivia García (MORENA)

Dip. Ismael Hernández Deras (PRI)

Dip. Claudia Elena Lastra Muñoz (PT)

Dip. Armando González Escoto (PES)

Dip. Nancy Claudia Reséndiz Hernández (PES)

Dip. Abril Alcalá Padilla (PRD)

Dip. Carlos Alberto Morales Vázquez (INDEPENDIENTE)

Dip. Justino Eugenio Arriaga Rojas (PAN)

Dip. Graciela Zavaleta Sánchez (MORENA)

Dip. María Del Carmen Bautista Pelaez (MORENA)

Dip. Irán Santiago Manuel (MORENA)

Dip. Xóchitl Nashielly Zagal Ramírez (MORENA)

Dip. Guadalupe Ramos Sotelo (MORENA)

Dip. Isabel Margarita Guerra Villarreal (PAN)

Dip. Margarita García García (PT)

Dip. Diego Eduardo Del Bosque Villarreal (MORENA)

Dip. Julieta García Zepeda (MORENA)

Dip. Carmen Julieta Macías Rabágo (MC)

Dip. José Guadalupe Ambrocio Gachuz (MORENA)

PRIORITÉS DU CAUCUS MEXICAIN

LA FORESTERIE DURABLE

La gestion communautaire des forêts, comprenant à la fois la conservation et l'utilisation durable des écosystèmes forestiers, est essentielle pour le développement de la nation, en particulier pour améliorer les conditions de vie des personnes qui habitent les communautés forestières. Dans ce domaine, le caucus mexicain s'est concentrée sur la promotion de dialogues multisectoriels pour identifier des propositions d'amélioration des politiques publiques et de la législation afin d'assurer la promotion de la gestion durable des forêts, des droits communautaires et du respect de la biodiversité.

LA GESTION DES AIRES PROTÉGÉES

Le Mexique compte 182 aires naturelles protégées fédérales qui représentent plus de 900,000 kilomètres carrés. Ces zones préservent les écosystèmes les plus représentatifs du pays et leur biodiversité, protègent les principaux bassins hydrologiques du pays, fournissent des matières premières et favorisent harmonieusement l'intégration des communautés et de la nature pour favoriser un développement durable à long terme. Malgré un système de parcs développé, le pays a reconnu la nécessité d'améliorer sa gestion et son financement. Le caucus mexicain offre un forum de dialogue multisectoriel pour soutenir le renforcement des parcs nationaux par le biais de partenariats public-privé et promouvoir des programmes innovants qui intègrent les communautés dans les activités de conservation.

LA BIODIVERSITÉ

Bien que le Mexique ne représente que 1% de la surface de la terre, il abrite environ 12% de la biodiversité mondiale et un grand nombre d'espèces endémiques. Le Groupe parlementaire mexicain sur la conservation s'emploie à promouvoir la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité du pays, en abordant des questions telles que le trafic illégal d'espèces, la conservation des habitats, l'application de la CITES, le rôle des communautés dans la conservation de la biodiversité et la renforcement de la législation et des politiques en la matière.

IMAGE: DIP. IRMA JUAN CARLOS, COPRÉSIDENTE



À LA LOUPE: LE MEXIQUE

MISSION ICCF MEXICO FAIT LUMIÈRE SUR FORESTERIE COMMUNAUTAIRE

Le groupe ICCF collabore avec la Commission nationale des forêts du Mexique (CONAFOR) pour promouvoir le développement durable des forêts et des jungles du Mexique, en mettant l'accent sur la gestion communautaire. En 2018, le groupe ICCF a mené une mission sur le terrain dans l'État de Durango avec des législateurs clés pour constater les contributions des entreprises forestières communautaires à la biodiversité et au développement durable.

Peu de temps après, la Chambre des représentants mexicaine a approuvé des amendements à la loi générale sur le développement forestier durable, qui incluent la création d'un programme de gestion forestière communautaire. Un certain nombre de membres du Congrès ont participé à la rédaction et à la révision du projet de loi, notamment des membres du GPCM, qui ont plaidé pour la gestion communautaire des forêts au Sénat.

IMAGE: Irma Juan Carlos, coprésidente du groupe parlementaire mexicain sur la conservation et des ressources humaines. Diego del Bosque.



“ LA MISSION M'A PERMIS DE CONNAITRE LE TRAVAIL QUE LES COMMUNAUTÉS FORESTIÈRES AU MEXIQUE FONT POUR CONSERVER LES RESSOURCES NATURELLES, TOUT EN GÉNÉRANT LE BIEN-ÊTRE SOCIAL. IL EST FONDAMENTAL QUE NOUS CONTINUIONS À RENFORCER LE CADRE JURIDIQUE AU SUJET DES FORÊTS ET QUE NOUS CHERCHIONS DES INCITATIONS POUR LE TRAVAIL DE CES COMMUNAUTÉS ”

- DIP. EDNA GONZÁLEZ EVIA



LE GROUPE ICCF AUX CARAÏBES

SOLUTIONS AU PARLEMENT ET SUR LE TERRAIN

LE PROGRAMME DES CARAÏBES SOUTIENT LA FORMATION DE CAUCUSES AU NIVEAU NATIONAL DANS LES PARLEMENTS D'ANTIGUA-ET-BARBUDA, DE LA DOMINIQUE, DE GRENADÉ ET DE SAINTE-LUCIE, EN COLLABORANT AVEC CHACUNE DE CES COALITIONS NON PARTISANES POUR SOUTENIR LEURS PROGRAMMES EN MATIÈRE DE CONSERVATION ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

Le programme réunit les partis politiques et crée une plate-forme de dialogue sur les questions de conservation, aidant les députés à prendre des décisions éclairées et à montrer la voie dans l'élaboration de politiques de développement durable, non partisans et judicieuses qui profitent à leurs nations respectives et à la région dans son ensemble.

Sur le terrain, l'International Conservation Corps travaille avec les ministères d'Antigua-et-Barbuda, de la Dominique, de Grenade, de Sainte-Lucie, des Bahamas et de Saint-Kitts-et-Nevis pour renforcer les capacités de gestion des aires protégées. Cela comprend travaux en cours pour mettre à jour le plan de gestion et rédiger un plan de mise en œuvre pour le parc national de la lagune de Codrington à Antigua-et-Barbuda, un plan d'affaires pour le parc national de Cabrits en Dominique, un accord de cogestion entre la Division des pêches et une coalition tierce pour la zone de protection marine (AMP) en Grenade, et en soutenant le ministère du Développement durable de Sainte-Lucie pour promouvoir des accords de protection volontaire avec des propriétaires fonciers privés, par le biais d'un plan de gestion pour un domaine privé.



RÉALISATIONS LÉGISLATIVES



PARRAINÉES PAR CO-PRÉSIDENTS ET MEMBRES EN AMÉRIQUE LATINE

COLOMBIE

APPROBATION DE LA CONVENTION DE MINAMATA 2013 SUR LE MERCURE

A conduit à l'adhésion formelle de la Colombie à la Convention de Minamata sur le mercure.

LOI PASSÉE POUR LA PROTECTION DES HAUTES TERRES ANDINES (PÁRAMOS)

Réglemente les activités à l'intérieur et autour des plateaux andins pour la restauration et l'utilisation durable de ces écosystèmes intégraux.

CODE DE POLICE POUR LUTTER CONTRE L'UTILISATION DE MERCURE DANS L'EXPÉDITION D'OR ILLÉGALE

Interdit l'utilisation de substances chimiques dans l'élimination irrégulière des minéraux.

INTERDICTION DES SACS EN PLASTIQUE, ÎLE

DE SAN ANDRÉS

Élimine progressivement les plastiques à usage unique dans l'archipel colombien.

AMENDEMENT DE KIGALI AU PROTOCOLE DE MONTRÉAL

Ajoute la 5e modification au Protocole de Montréal pour que la couche d'ozone retrouve le niveau de 1980 d'ici 2050.

APPROBATION DU PROJET GLOBAL GREEN GROWTH INITIATIVE (GGGI)

Instaure l'Institut mondial pour la croissance verte en Colombie.

MEXIQUE

LOI GÉNÉRALE DE DÉVELOPPEMENT FORESTIER DURABLE DE 2018

Améliore le secteur forestier en intégrant la

biodiversité; adopte un système de sauvegardes environnementales et sociales; améliore les mécanismes de participation civile aux processus décisionnels; et adopte des mesures pour augmenter la production durable du secteur, entre autres.

PÉROU

PROJET DE LOI POUR RÉGLEMENTER À L'ÉCHELLE NATIONALE LES PLASTIQUES À USAGE UNIQUE

Réglemente la fabrication, l'importation, la distribution et la consommation de plastiques à usage unique tels que les sacs, les pailles et le polystyrène, entre autres, afin de protéger à la fois l'environnement et la santé humaine.

LÉGISLATION SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Établit les principes, les approches et les dispositions générales pour coordonner, articuler, concevoir, exécuter, rapporter, surveiller, évaluer et diffuser les politiques publiques pour la gestion globale, participative et transparente des mesures d'adaptation et d'atténuation au changement climatique, afin de réduire la vulnérabilité du pays, profiter des opportunités d'une croissance sobre en carbone et respecter les engagements internationaux.

IMAGE: German Blanco, coprésident, Caucus de Conservation Colombien



LE GROUPE ICCF EN AFRIQUE

EN SOUTIEN DES DÉCIDEURS POLITIQUES ET DE LA JUSTICE

LE GROUPE ICCF TRAVAILLE EN AFRIQUE ORIENTALE, AUSTRALE ET CENTRALE POUR FAVORISER LA VOLONTÉ POLITIQUE DE CONSERVATION ET SOUTENIR LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES.



LES CAUCUSES PARLEMENTAIRES D'AFRIQUE



Le Groupe ICCF a facilité la création de caucus parlementaires dans dix pays et collabore avec chacune de ces coalitions pour renforcer la gouvernance dans plusieurs secteurs clés des ressources naturelles. Le Groupe ICCF coordonne l'engagement politique de haut niveau avec une expertise sur les stratégies et les solutions de conservation; et facilite les interactions entre les décideurs américains et internationaux, les ONG et les agences gouvernementales.



FORUMS D'EXPERTISE ET DE PARTENARIATS

Les caucuses soutenus par l'ICCF informent et aident les décideurs politiques dans leur engagement envers la conservation. Ils offrent aux parlementaires un forum pour diffuser savoir et expertise, et pour développer des partenariats public-privé afin de renforcer et harmoniser lois et politiques, et pour trouver des solutions entre des intérêts concurrents. Les caucuses relient les niveaux de gouvernance locaux, nationaux et internationaux pour assurer la mise en œuvre des meilleures pratiques en matière de gestion des ressources naturelles.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Le Groupe ICCF renforce la capacité des autorités du système judiciaire à travers l'Afrique subsaharienne à gérer avec succès les affaires de criminalité liée aux espèces sauvages. À cette fin, le Groupe ICCF a organisé une série d'ateliers avec juges, procureurs, magistrats locaux et agents des douanes et des forces de l'ordre pour élaborer des « feuilles de route » spécifiques à chaque pays afin de mettre en œuvre des procédures opérationnelles.

IMAGE (DROITE): Susan Lylis et Fiesta Warinwa partagent leurs expériences lors d'un panel « Women in Conservation » au siège de la " National Public Radio " aux USA, en avril 2019.



À PROPOS

Depuis 2012, veiller à ce que le Kenya maintienne un équilibre entre le développement économique et la conservation est resté une priorité pour le PCC-K. Le leadership a donné la priorité à l'harmonisation des lois sur la faune, la gestion de l'eau, la foresterie et la pêche.

EN 2019, LES AMENDEMENTS APPUYÉS PAR LE CAUCUS À LA LOI SUR LA CONSERVATION ET LA GESTION DE LA FAUNE, AUGMENTANT LES SANCTIONS POUR LES CRIMES SUR LA FAUNE, SONT DEVENUS LOI.



ASSEMBLÉE NATIONALE DU KENYA

PARLIAMENTARY CONSERVATION CAUCUS - KENYA

TERME: 2017-2021

ACRONYME: PCC-K

COPRÉSIDENTS

HON. FRANCIS CHACHU GANYA, MP
FAP - NORTH HORR, MARSABIT

HON. JOYCE AKAI EMANIKOR, MP
JP - TURKANA

HON. ROZAAH BUYU, MP
ODM - KISUMU

MEMBRES

Hon. Adan Keynan, MP (ODM - Eldas, Wajir)
Hon. Alexander Kosgey, MP (URP - Emgwen, Nandi)
Hon. Ali Wario Guyo, MP (WDM-K - Garsen, Tana River)
Hon. Amin Deddy, MP (JP - Laikipia East, Laikipia)
Hon. Beatrice Kones, MP (JP - Bomet East, Bomet)
Hon. Benjamin Tayari, MP (ODM - Kinango, Kwale)
Hon. Benjamin Washiali, MP (JP - Mumias East, Kakamega)
Hon. Catherine Waruguru, MP (JP - Laikipia)
Hon. Cecily Mbarire, MP (JP - Nominated)
Hon. Charity Kathambi Chepkwony, MP (JP - Njoro, Nakuru)
Hon. Charles Ong'ondo Were, MP (ODM - Kasipul, Homa Bay)
Hon. Diriye Muhamed, MP (ODM - Wajir South, Wajir)
Hon. Fred Kapondi, MP (JP - Mt. Elgon, Bungoma)
Hon. Hassan Hulufu, MP (KPP - Isiolo North, Isiolo)
Hon. Hassan Rehema, MP (MCCP, Tana River)
Hon. Hilary Kosgei, MP (JP - Kipkelion West, Kericho)
Hon. Sen. Irungu Kang'ata, Senator (Murang'a)
Hon. James Opiyo Wandayi, MP (ODM - Ugunja, Siaya)
Hon. James W. Nyikal, MP (ODM - Seme, Kisumu)
Hon. Jessica N. K. Mbalu, (WDM-K - Kibwezi East, Makueni)
Hon. Jimmy N. O. Angwenyi, MP (JP - Kitutu Chache North, Kisii)
Hon. John Kinyua, MP (JP - Laikipia)
Hon. Johnson M. Naicca, MP (ODM - Mumias West, Kakamega)
Hon. Jude L. Kangethe Njomo, MP (JP - Kiambu)
Hon. Junet Sheikh Nuh, MP (ODM - Suna East, Migori)
Hon. Kareke Mbiuki, MP (JP - Maara, Tharaka-Nithi)
Hon. Kathuri Murungi, MP (IND - South Imenti, Meru)
Hon. Kenneth O. Okoth, MP (ODM - Kibra, Nairobi)
Hon. Marselino M. Arbellé, MP (JP - Laisamis, Marsabit)

Hon. Moses K. Lessonet, MP (JP - Eldama Ravine, Baringo)
Hon. Nasri Sahal Ibrahim, MP (Nominated)
Hon. Patrick K. Mariru, MP (JP - Laikipia West, Laikipia)
Hon. Paul Nzengu, MP (WDM-K - Mwingi North, Kitui)
Hon. Peter Kihara, MP (JP - Mathioya, Murang'a)
Hon. Ruweida Mohamed, MP (JP - Lamu)
Hon. Shakeel Ahamed, MP (ODM - Kisumu East, Kisumu)
Hon. Sophia Abdi, MP (PDR - Ijara, Garissa)
Hon. Stephen M. Mule, MP (WDM-K - Matungulu, Machakos)
Hon. Thaddeus Nzambia, MP (WDM-K - Kilome, Makueni)
H.E. Wilbur Ottichilo, Governor (ODM - Vihiga)
Hon. Yusuf H. Abdi, MP (JP - Kamukunji, Nairobi)
Hon. Yusuf Hassan Haji, MP (JP - Nominated)
Hon. Victor Munyaka, MP (JP - Machakos Town)
Hon. Kubai Iringo, MP (JP - Igembe Central)
Hon. Margaret Kamar, Senator (JP-Uasin Gishu)
Hon. Daniel Mutunga, MP (JP - Tigania West)
Hon. Cyprian Kubai Iringo, MP (JP - Igembe Central)
Hon. Victor Munyaka, MP (JP - Machakos)
Hon. Samuel Kinuthia Gachobe, MP (JP - Subukia Constituency)
Hon. Anthony Kiai, MP (JP - Mukurweni)
Hon. Joseph Nduati Ngugi, MP (JP - Gatanga)
Hon. Moitalel Ole Kenta, MP (ODM - Narok North)
Hon. Gabriel Tongoyo, MP (Chama cha Mashinani - Narok West)
Hon. Jackson Lekumintare, MP (KANU - Samburu East)
Hon. Elijah Memusi, MP, (ODM-Kajiado Central)
Hon. Maison Leshoomo, MP (KANU-Samburu W/rep)
Hon. Naisula Lesuuda, MP (KANU-Samburu West)



PRIORITÉS DU CAUCUS KÉNYEN

LE TRAFIC DE FAUNE

En 2013, les membres du PCC-K ont mené des efforts pour inclure des sanctions pour les braconniers et les trafiquants condamnés. Pourtant, les affaires liées aux crimes contre les espèces sauvages ont continué à être caractérisées par des délais indéterminés lorsque les peines sont prononcées.

Le PCC-K a continué

d'analyser les défis auxquels le pouvoir judiciaire est confronté et a présenté au parlement un projet d'amendement à sa loi de 2013. En 2019, le parlement a approuvé ces amendements, le président du Kenya les promulguant le 4 janvier.

L'EXPLOITATION FORESTIÈRE ILLÉGALE

Au Kenya, l'exploitation forestière illégale s'est répandue dans le pays, à la fois pour la production de bois et de charbon de bois. Le PCC-K s'est engagé à accroître la coopération entre les dirigeants gouvernementaux afin de lutter contre le commerce illégal dans la région. Suite aux conclusions d'un groupe de travail, qui a visité le pays pour parler de la gestion des forêts et de l'exploitation forestière illégale, les membres du PCC-K ont discuté des résultats du rapport d'enquête. Le PCC-K continuera de mener les discussions alors que le parlement envisage des solutions politiques pour faire face à ce problème croissant.

POLLUTION

Veiller à ce que le Kenya maintienne un équilibre entre le développement économique et la conservation reste une priorité pour le PCC-K. Les questions centrales à cette discussion sont la pollution de l'air et de l'eau, en particulier le ruissellement chimique. Les effets de la pollution industrielle se font sentir non seulement dans les grandes villes, mais aussi dans les zones urbaines et rurales de tout le pays. Les membres du caucus sont activement impliqués dans l'identification de solutions à ces défis environnementaux, travaillant pour rassembler les dirigeants gouvernementaux et les parties prenantes concernées pour discuter des risques de pollution dans les communautés et examiner comment les politiques environnementales peuvent être améliorées.



À PROPOS

Créé en 2017, le Caucus parlementaire pour la conservation du Gabon s'est engagé à renforcer les politiques de collaboration régionale via le développement d'un plan d'action pour la collaboration régionale en Afrique centrale.

LE CAUCUS A RÉALISÉ PLUSIEURS AVANCÉES DANS LA POLITIQUE NATIONALE ET RÉGIONALE, Y COMPRIS UN PROJET DE LOI MODIFIANT LE CODE PÉNAL RELATIF AUX INFRACTIONS FAUNIQUES, QUI A ÉTÉ SIGNÉ DANS LA LOI LE 17 JUILLET 2019.

SÉNAT ET ASSEMBLÉE NATIONALE

CAUCUS PARLEMENTAIRE DE CONSERVATION DU GABON

TERME: 2017 - 2020

ACRONYME: CPGC

COPRÉSIDENTS

HON. ANGÉLIQUE NGOMA

VÉNÉRABLE MARTIN FIDÈLE MAGNAGNA

VÉNÉRABLE LUCIE MILEBOU-AUBUSSON

VÉNÉRABLE CHRISTIANE LECKAT

VÉNÉRABLE MARIE JULIE BILOGHE-BI-
NZENDONG

VÉNÉRABLE NANETTE LONGA MAKINDA

VÉNÉRABLE MANFOUMBI KOMBILA

MEMBRES

Hon. Jean Léonard Nguema Ondo
Hon. Alphonse Angara
Hon. Pauline Olive Nongou Moundounga ep Louembet
Hon. Remy Ossele Ndong
Hon. Marie-Madeleine Nyngone Anda
Hon. Emmanuel Idondou
Hon. Pascal Mangola Azango
Hon. Julien Nkoghe Bekala
Hon. Maxime Laurent Ngozo Issondou
Hon. Gertrude Nfono Edou
Hon. Rodrigue Abourou Otego
Hon. Pierre Phillipe Akendengue
Hon. Fidele Angoue Mba
Hon. Ndoutoume Francois Ango
Hon. Francois Assengone Obame
Hon. Pierre Johsian Aperano Essongue
Hon. Virginie Bakissi Pemba
Hon. Henri Bekalle-Akwe
Hon. Germain Biahodjow
Hon. Paul Bie Eyene
Hon. Paul Biyoghe Mba
Hon. Faustin Boukubi
Hon. Alain Simplicie Boungures
Hon. Anastase Bounounou
Hon. Joseph Marie Boussengue
Hon. Angelina Ditombis
Hon. Paul Essie Emane

Hon. Frateli Martial Fouty
Hon. Florence Gheloube Andjaye Ep Ndong Obian
Hon. Jonathan Ignoumba
Hon. Barnabe Indoumou- Mambougou
Hon. Paulette Koho
Hon. Adelaide Sylvie Kotha Ep Nzamba
Hon. Jean Bouniface Koubangoye
Hon. Dieu-Donne Koumba
Hon. Mvoulabeli Cyrille Lassebi
Hon. Martin Mabala
Hon. Franck Madama-Ma Lewandja
Hon. Gabriel Malonga Muoelet
Hon. Oumar Mamadou Bouemi
Hon. Hyanithe Mamaboundou Moundziegou
Hon. Yves Fernand Manfoumbi
Hon. Jean Massima
Hon. Vincent Mavoungou Bouyou
Hon. Hugues Regis Mayombot
Hon. Ferdinand Mbadinga Mombo
Hon. Roland Mboumba
Hon. Phillipe Romain Mikanga Semba
Hon. Gabriel Auge Mikolo
Hon. Benjamin Moignon
Hon. Simplicie Mouango Bounguendza
Hon. Pacome Gregoire Moubelet Boubeya
Hon. Apollinaire Adonis Moudouma
Hon. Cyriaque Moukoundzi
Hon. Guy Francois Mouengui Koumba

Hon. Paulette Mouengui
Hon. Joseph Msi Mba
Hon. Patricia Ndemengane Ndong
Hon. Germaine Ndjeri Ep Ngilibali
Hon. Jean Bosco Ndjounga
Hon. Erick-Blaise Ndong-Aboghe
Hon. Landry Ndong Nguema
Hon. Marie Flore Ndziagna Ep Dicka
Hon. Paulette Ndzimbou Ep Ntoutoume Ngwa
Hon. Idriss Ngari
Hon. Raphael Ngazouze
Hon. Angélique Ngoma
Hon. Charlotte Nkero Mougnoke Ep Essono Ndoh
Hon. Adrien Ngokhe Essingone
Hon. Lambert Ngokho Edzang
Hon. Jean Nono
Hon. Phillipe Nzengue Mayila
Hon. Bernard Nzoumba
Hon. Ali Akbar Onanga Y'obegue
Hon. Ruffin Pacome Ondzounga
Hon. Charles Ongono Onkoni
Hon. Felicite Ongouori Ngoubili
Hon. Jean-Pierre Oyiba
Hon. Alphonse Passantere
Hon. Andre Jules Reteno

PRIORITÉS DU CAUCUS GABONAIS

LE TRAFIC D'ANIMAUX SAUVAGES

Le Gabon est un pays source d'ivoire d'éléphant de forêt dans la région du bassin du Congo. Les lois actuelles imposent des sanctions relativement faibles pour les personnes reconnues coupables de trafic d'espèces protégées, faisant peu pour dissuader le trafic d'ivoire. Les membres du Caucus parlementaire pour la conservation du Gabon ont examiné les amendements au Code forestier, dont les aspects clés seront de créer des licences plus transparentes et d'augmenter les sanctions liées aux violations. En mars 2019, le nouveau Code forestier a été présenté au Sénat. Les membres du caucus travaillent également avec les membres de la magistrature pour s'assurer que les juges comprennent l'importance d'appliquer des sanctions dissuasives.



L'EXPLOITATION FORESTIÈRE ILLÉGALE

Le bois est une exportation majeure au Gabon. Cependant, il existe des entités commerciales de bois qui cherchent à contourner l'État et à contourner les réglementations du commerce international par des moyens illicites. Les cas d'exploitation forestière illégale ne sont pas régulièrement signalés aux agents du ministère public ; un manque de clarté dans la loi, au contraire, aboutit à la résolution des cas par les agents d'exécution locaux qui parviennent à des règlements monétaires avec les contrevenants. Le caucus

s'efforce de combler cette lacune, en envisageant un système de contrôle judiciaire plus clair.

LE CONFLIT HOMME-FAUNE

Dans certaines régions du Gabon, il existe des conflits importants entre les populations humaines et les éléphants. De tels cas de conflits homme-faune ont conduit les autorités exécutives à ériger des barrières autour de certaines plantations et parcs nationaux. Le caucus travaille avec l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN) pour effectuer des visites sur le terrain afin de mieux comprendre le problème et d'évaluer les solutions possibles.



À PROPOS

Le MPFC aborde un large éventail de problèmes, notamment le trafic d'espèces sauvages, la déforestation, le développement durable et les aires marines protégées.

LE MPFC A PARRAINÉ DES AMENDEMENTS AUGMENTANT LES SANCTIONS CONTRE LES TRAFIQUANTS D'ANIMAUX AINSI QUE LA SIGNATURE DE L'ACCORD BILATÉRAL AVEC LA TANZANIE SUR LA CONSERVATION ET LA GESTION COORDONNÉES DE L'ÉCOSYSTÈME NIASSA-SELOUS.



SÉNAT ET ASSEMBLÉE NATIONALE

MOZAMBIQUE PARLIAMENTARY FORUM ON CONSERVATION

TERME: 2017-2020

ACRONYME: MPFC

COPRÉSIDENTS

HON. FRANCISCO USSENE MUCANHEIA

HON. ARMANDO RAMIRO ARTUR

HON. ANTÓNIO NIQUICE

HON. EDSON MACUÁCUA

HON. JERÓNIMO MALAGUETA

MEMBRES

Hon. Jaime Augusto Bessa Neto

Hon. Costa Francisco Chale

Hon. Rosário Mualeia

Hon. Agostinho Zacarias Vuma

Hon. Faruk Osman

Hon. Amilcar José Hussein

Hon. Ricardina Suia Mazive

Hon. Almina Manuel Monteiro

Hon. Alfredo Tomas Magumisse

Hon. Juliano Vitória Picardo

Hon. Francisco Maingue

Hon. Mario Franque

Hon. Gloria Salvador

Hon. Inês Artur Mucussete

Hon. Nilza Narciso

Hon. José Samo Gudo

Hon. José Nicolau

Hon. Carlos Manoel

Hon. Agostinho Manga

Hon. Fernando Bismarque

Hon. José Bento Cofe

Hon. Luciano Governo

Hon. Izequiel Amon

IMAGE: Hon. Francisco Mucanheia avec d'autres membres du caucus



PRIORITÉS DU CAUCUS DE MOZAMBIQUE

LE TRAFIC D'ANIMAUX SAUVAGES

Alors que la population d'animaux sauvages du Mozambique continue de décliner en raison du braconnage et du trafic, le caucus de Mozambique a reconnu la nécessité de prendre des mesures. En 2017, le Parlement a adopté un amendement à la loi sur la conservation de 2014, augmentant les peines pour la criminalité liée aux espèces sauvages. Le MPFC s'est aussi adressé aux lacunes existantes dans le cadre juridique et judiciaire pour poursuivre efficacement les crimes contre les espèces sauvages. Argumentant que les magistrats ont besoin de plus de compétences et de connaissances sur la gestion de la criminalité liée aux espèces sauvages pour traiter efficacement les affaires et mettre en œuvre les lois existantes, le caucus a organisé la réunion de magistrats, fonctionnaires et experts en criminalité liée aux espèces sauvages, pour discuter de solutions potentielles aux défis liés aux espèces sauvages dans le pays.



L'EXPLOITATION FORESTIÈRE ILLÉGALE

Estimant que l'exportation illégale de bois du Mozambique entraînait une déforestation rapide, le gouvernement a pris des mesures pour améliorer la coopération entre les organismes chargés de l'application des lois. Le caucus a soutenu les mises à jour fiscales sur les exportations de bois brut en 2017, dans le but de lutter contre le commerce illégal de bois. Par ailleurs, le Gouvernement est en train de réviser la Loi Forestière, avec le caucus qui appuie son développement.

LA GESTION DES PÊCHES

Le Mozambique possède 2,515km de côtes riches en hydrocarbures et autres ressources marines telles que les crevettes et le thon. Pour bien capitaliser et protéger ces ressources, le gouvernement a pris des mesures pour reconnaître l'importance de son domaine maritime, et le caucus a reconnu la nécessité d'un renforcement des capacités en termes de gestion et d'application de ce domaine. L'amélioration du contrôle maritime aidera également le Mozambique à lutter contre la pêche illégale.



À PROPOS

L'un des plus grands caucus d'Afrique, le ZPCC compte actuellement plus de 80 membres du Parlement, dont le ministre de l'Intérieur, le ministre de la province de Luapula, le ministre du Gouvernement local et du Logement et le ministre de l'Information. Leur plan stratégique a reçu un large soutien du gouvernement, des ONG et des chefs d'entreprise.

DANS L'EXÉCUTIF, LE ZPCC A FAIT AVANCER LA POLITIQUE DES PARCS NATIONAUX, DE LA FAUNE, ET DES ZONES HUMIDES.



ASSEMBLÉE NATIONALE DE ZAMBIE

ZAMBIA PARLIAMENTARY CONSERVATION CAUCUS

TERME: 2016 - 2021
ACRONYME: ZPCC

COPRÉSIDENTS

HON. EPHRAIM BELEMU
(UPND – MBABALA)

HON. ANTHONY KASANDWE
(PF – BANGWEULU)

MEMBRES

Hon. Stephen Kampyongo (PF- Shiwang'andu MP)

Hon. Nickson Chilangwa (PF – Kawambwa)

Hon. Mutinta Mazoka (UPND – Pemba)

Hon. Steve Chungu (PF – Luanshya)

Hon. Malozo Sichone (PF – Isoka)

Hon. Jean Kapata (PF – Mandevu)

Hon. Dora Siliya (PF – Petauke)

Hon. Princess Kasune (UPND – Keembe)

Hon. Pilila Jere (Indp – Lumezi)

Hon. Margaret Miti (PF – Vubwi)

Hon. Emerine Kabashi (PF – Luapula)

Hon. Maria Langa (PF Chilanga)

Hon. Mumbi J. C. Phiri (PF – Nominated)

Hon. Credo Nanjuwa (UPND – Mumbwa)

Hon. Njamba Machila (Indp – Mwembeshi)

Hon. Peter Daka (MMD – Musanzala)

Hon. Maxas Ng'onga (PF – Kaputa)

Hon. Martin Malama (PF – Kanchibiya)

Hon. Kapembwa Simbao (PF – Senga Hill)

Hon. Mwalimu Simfukwe (PF – Mbala PF)

Hon. Garry Nkombo (UPND – Mazabuka)

Hon. Cornelius Mweetwa (UPND – Choma)

Hon. Mbolowa Subulwa (Indp – Siaoma)

Hon. Chinga Miyutu (UPND – Kalabo Central)

Hon. Mwansa Mbulakulima (PF – Milengi)

Hon. Richard Musukwa (PF – Chililabombwe)

Hon. Gift Chiyalika (PF – Lufubu)

Hon. Mubika Mubika (UPND – Shangombo)

Hon. Brian Mundubile (PF – Mporokoso)

Hon. Makebi Zulu (PF – Malambo)

Hon. Mwimba H Malama (PF Mfuwe)

Hon. Davison Mung'andu (PF – Chama South)

Hon. Teddy J Kasongo (PF – Nominated)

Hon. Gift Sialubalo (PF – Nominated)

Hon. Emmanuel Mulenga (PF – Ndola Central)

Hon. Whiteson Banda (PF – Nakonde)

Hon. Chishi C. Kasanda (UPND – Chisamba)

Hon. Machika Njamba (PF – Mangango)

Hon. Sensio Banda (PF – Kasanegwa)

Hon. Ponde C. Mecha (PF – Chifunabuli)

Hon. Anthony Malama (PF – Nchelenge)

Hon. Remember C. Mutale (PF – Chitambo)

Hon. Charles M Zulu (PF – Luangeni)

Hon. Davis Chisopa (PF – Mukushi South)

Hon. Frank M Nga'mbi (PF – Chifubu)

Hon. Brenda M Tambatamba (UPND – Kasempa)

Hon. Sheal Mulyata (UPND – Rufunsa)

Hon. Herbert Shabalu (PF – Chama North)

Hon. Elliot Kamondo (UPND – Mufumbwe)

Hon. Musanka D Syakalima (Chirundu)

Hon. Kapelwa Mbangweta (Nkeyema)

Hon. Newton Samakayi (UPND – Mazabuka)

Central)

Hon. Howard Kunda (MMD – Muchinga)

Hon. Rodgers Mwewa (PF – Mwansabombwe)

Hon. Mundia Ndalamei (UPND – Sikongo)

Hon. Masautso Tembo (Indp – Sinda)

Hon. Sililo O Mutaba (UPND – Mwandil)

Hon. Boyd Hamusonde (Indp – Nangoma)

Hon. Hastings Chansa (PF – Chimbamilonga)

Hon. Muluwa Mukubuta (UPND – Masaite)

Hon. Elias Mutale (PF – Chimwemwe)

Hon. Joseph Kabamba (PF – Kafulafuta)

Hon. Nathaniel Mubukwanu (PF – Nominated)

Hon. Davis Chama (PF – Nominated)

Hon. Kampebwa Simbao (PF – Senga Hill)

Hon. Derrick Livune (UPND – Katombola)

Hon. Sylvia B Chalikosa (PF – Mpika Central)

Hon. Davis Mulundu (PF – Nominated)

Hon. Misheck Mutelo (UPND – Mitete)

Hon. Morgan Sitwala (PF – Nominated)

Hon. Lloyd K Mulenga (PF – Matero)

Hon. Pavyuma Kalobo (Indp – Usakile)

Hon. Gerald Zimba (PF – Chasefu)

Hon. Leaky Kintu (UPND – Solwezi East)

Hon. Makozo Chikote (UPND – Luampa)

Hon. Kalalawe Mukosa (PF – Chinsali)

Hon. Stephen Miti (Indp – Feira)



PRIORITÉS DU CAUCUS ZAMBIEN

BIODIVERSITÉ & ZONES HUMIDES

La responsabilité de la gestion de la biodiversité et des zones humides est partagée entre plusieurs départements et ministères en Zambie. Les implications d'un tel cadre décentralisé se manifestent dans un manque de clarté institutionnelle et dans d'autres questions politiques et juridiques concernant la biodiversité et les zones humides, nécessitant une attention urgente. Pour relever ce défi, la ZPCC travaille à l'élaboration d'une politique nationale de gestion des zones humides.

FAUNE ET AIRES PROTÉGÉES

Certains aspects du cadre juridique de la Zambie pour la gestion des aires protégées sont obsolètes. Les membres du ZPCC reconnaissent que des arrangements institutionnels coûteux nécessitent une réorientation urgente pour promouvoir la participation du secteur privé. Le ZPCC se concentre actuellement sur l'intégration de nouveaux modèles de gestion des aires protégées et la promotion de la gestion communautaire des ressources naturelles. Une partie de cet effort implique des considérations pour réviser la Loi sur la faune de 1998.

LA SYLVICULTURE

La loi forestière de 1999, bien qu'adoptée par le parlement, n'a jamais été promulguée par le gouvernement. Au contraire, le gouvernement est revenu sur sa décision d'établir une Commission forestière autonome. Les nouvelles opportunités liées à la foresterie qui ont donné de bons résultats ailleurs dans le monde comprennent les marchés du carbone, la foresterie communautaire et les partenariats public-privé. Afin de ne pas rater ces opportunités, le ZPCC cherche à remédier aux faiblesses de la gouvernance forestière, examinant les politiques qui permettraient aux Zambiens de bénéficier de nouvelles incitations basées sur le marché dans le secteur forestier.



À LA LOUPE: MALAWI

LA MACHOIRE DE LA LOI "CWT"

Le Malawi, identifié par la Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (CITES) comme un « pays de préoccupation majeure », a perdu 50% de sa population d'éléphants depuis les années 1980. En décembre 2016, pour lutter contre les tendances du braconnage, l'Assemblée nationale du Malawi a adopté des amendements à sa loi sur la faune et les parcs nationaux qui durcissent les sanctions pénales pour les braconniers et les trafiquants d'« espèces répertoriées », à savoir les rhinocéros et les éléphants. En vertu de ces modifications, les contrevenants condamnés encourrent des peines de prison prolongées pouvant aller jusqu'à 30 ans. Moins d'un an plus tard, en octobre 2017, un tribunal a condamné des braconniers de rhinocéros condamnés à 18 ans de prison, la peine la plus sévère jamais prononcée pour braconnage dans l'histoire du pays. Un mois plus tard, un tribunal distinct a reconnu coupables deux braconniers d'éléphants et les a condamnés chacun à 13 ans d'emprisonnement. Avec ces décisions, la nouvelle loi du Malawi s'est avérée efficace. Le résultat à long terme, si des sanctions plus sévères peuvent effectivement dissuader l'abattage des espèces sauvages emblématiques de l'Afrique, sera de voir un « pays de première importance » se transformer en un pays avec une population faunique florissante et, par conséquent, une industrie du tourisme faunique florissante qui peut soutenir développement humain.



À PROPOS

Les objectifs stratégiques de la BOCOPAC ont reconnu l'importance du développement de l'écotourisme, de la lutte contre la criminalité environnementale et de la promotion de la conservation communautaire. Les objectifs du caucus impliquent l'élaboration et l'adoption d'une politique nationale en matière de faune sauvage et d'actions législatives, la mise en œuvre de cadres politiques régionaux et le développement continu du renforcement des capacités de justice pénale.

CRÉÉ EN 2016, LE BOCOPAC EST L'UN DES PLUS JEUNES CAUCUSES D'AFRIQUE.



ASSEMBLÉE NATIONALE DU BOTSWANA

BOTSWANA CONSERVATION PARLIAMENTARY CAUCUS

TERME: 2020-2025
ACRONYME: BOCOPAC

COPRÉSIDENTS

HON. K. NKAWANA

HON. S.J. BROOKS

MEMBRES

Hon. W.T. Makwinja
Hon. Dr. T. Matsheka
Hon. Dr. E.G. Dikoloti
Hon. T.K. Khama
Hon. M. Balopi
Hon. U. Dow
Hon. O. Ramogapi
Hon. K.T. Mmusi

Hon. J.L. Thiite
Hon. A. Lesaso
Hon. M.M. Pule
Hon. W.B. Mmolotsi
Hon. P. Majaga
Hon. T. Monnakgotla
Hon. D. Saleshando
Hon. S.N. Moabi

Hon. C. Greeff
Hon. T.B. Lucas
Hon. B. Mathoothe
Hon. P.K. Motaosane
Hon. Dr. K. Gobotswang
Hon. F.T. Leuwe
Hon. M. Reatile
Hon. L. Lesedi

Hon. D.M. Mthimkhulu
Hon. S.N. Modukanele
Hon. T. M. Healy
Hon. E.M. Molale
Hon. K.K. Kapinga
Hon. D. Tshere
Hon. M.G.J. Motsamai
Hon. C.K. Hikuama



PRIORITÉS DU CAUCUS BOTSWANAIS

LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCOTOURISME

Le caucus vise à revoir le cadre juridique pour la protection et la gestion durable des ressources naturelles et du capital naturel du Botswana, en privilégiant l'examen des protections juridiques des espèces sauvages menacées et/ou protégées afin de faciliter la bonne gouvernance dans la gestion des parcs nationaux.

LA CRIMINALITÉ ENVIRONNEMENTALE

La criminalité environnementale est un défi croissant pour le Botswana. Pour s'assurer que les autorités de poursuite et agents des douanes puissent enquêter et poursuivre efficacement le commerce illégal d'espèces sauvages, de forêts et de produits de la pêche, BOCOPAC s'efforce de garantir que la législation et la politique appliquent des normes strictes afin de lutter contre les crimes environnementaux.

LA CONSERVATION COMMUNAUTAIRE

BOCOPAC se concentre sur la promotion des objectifs nationaux de développement durable afin d'améliorer les moyens de subsistance. Ses membres reconnaissent que (i) la conservation et le développement économique vont de pair et (ii) lorsque les communautés locales s'approprient les ressources naturelles, elles ont tout intérêt à promouvoir une utilisation judicieuse des ressources. À cette fin, BOCOPAC cherche à intégrer les communautés locales dans le cadre de gestion de la faune du Botswana.



RÉALISATIONS LÉGISLATIVES



PARRAINÉES PAR CO-PRÉSIDENTS ET MEMBRES EN AFRIQUE

GABON

PASSAGE DU CODE MINIER - JUILLET 2019

Le Code minier traite des dispositions environnementales associées à l'exploitation minière et fournit globalement un cadre juridique plus solide pour les titulaires de titres miniers, améliorant simultanément la traçabilité et la transparence au sein de l'industrie

PASSAGE DU PROJET DE MODIFICATION DU CODE PÉNAL RELATIF AUX INFRACTIONS FAUNE - JUILLET 2019

Les nouveaux Amendements au Code pénal comportaient plusieurs innovations majeures, notamment la prise en compte des nouvelles formes de criminalité et la lutte contre les grands trafics.

CODE FORESTIER POUR AMÉLIORER LA GESTION DES FORÊTS ET DE LA FAUNE

KENYA

AMENDEMENTS À LA LOI DE 2013 SUR LA CONSERVATION ET LA GESTION DE LA FAUNE

Les modifications apportées à la loi de 2013 sur la conservation et la gestion de la faune ont spécifiquement introduit des changements dans les structures et fonctions institutionnelles, et de nouvelles infractions et sanctions pour les crimes contre les espèces sauvages.

HARMONISATION DES LOIS SUR LA FAUNE, LA GESTION DE L'EAU, LA FORESTERIE ET LA PÊCHE

LOI D'APPUI À LA SÉCURITÉ DE L'EAU - 2014

MALAWI

PASSAGE D'AMENDEMENTS À LA LOI SUR LA FAUNE ET LES PARCS NATIONAUX DU MALAWI - JANVIER 2018

Le Parlement du Malawi a adopté le projet de loi modifiant la loi sur la faune, qui a introduit une peine maximale de 30 ans sans possibilité d'amende.

PASSAGE DU PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI FORESTIÈRE - FÉVRIER 2020

L'Assemblée nationale du Malawi a adopté le projet de loi modifiant la loi sur les forêts de 2019, offrant une gamme de protections accrues, des efforts de conservation accrus avec des options de gestion élargies pour le gouvernement, une meilleure réglementation et une meilleure application de la loi, des sanctions et des amendes améliorées, et la fourniture d'un développement forestier et fonds de gestion.

MOZAMBIQUE

PASSAGE DES AMENDEMENTS À LA LOI DE CONSERVATION DU MOZAMBIQUE DE 2014

Le Forum parlementaire du Mozambique sur la conservation a facilité l'élaboration et l'adoption au Parlement d'amendements à la loi sur la conservation du Mozambique de 2014, augmentant les sanctions contre les trafiquants d'espèces sauvages afin de permettre la répression des



réseaux criminels de haut niveau sur les espèces sauvages.

ACCORD BILATÉRAL SUR LA CONSERVATION ET LA GESTION COORDONNÉES DE L'ÉCOSYSTÈME NIASSA-SELOUS SIGNÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE ET LA RÉPUBLIQUE DU MOZAMBIQUE

NAMIBIE

PASSAGE DE LA LOI MODIFIANT LA CONSERVATION DE LA NATURE - JUIN 2017

Le caucus parlementaire de la conservation de la Namibie (NACOPAC) a facilité l'élaboration et l'adoption de la loi modifiant la loi sur la conservation de la nature, augmentant les peines pour la criminalité liée aux espèces sauvages.

TANZANIE

ACCORD BILATÉRAL AVEC LA ZAMBIE SUR LA



CONSERVATION ET LA GESTION COORDONNÉES DE L'ÉCOSYSTÈME BOISÉ MIOMBO/MOPANE

ACCORD BILATÉRAL AVEC LE MOZAMBIQUE SUR LA CONSERVATION ET LA GESTION COORDONNÉES DE L'ÉCOSYSTÈME NIASSA-SELOUS

ZAMBIE

DÉVELOPPEMENT ET PASSAGE DU "ZAMBIA WILDLIFE ACT" - 2015

Cette loi prévoyait des dispositions pour la gestion et la conservation de la faune en Zambie et a vu la création du Département des parcs nationaux et de la faune au sein du nouveau ministère du Tourisme et des Arts.

PASSAGE DE LA LOI SUR LES FORÊTS DE ZAMBIE - 2015

La loi sur les forêts de 2015 prévoyait la création et la désignation de forêts nationales, de forêts locales, de zones de gestion forestière conjointe, de réserves botaniques, de forêts privées et de forêts communautaires. Il a permis la participation des communautés locales, des autorités locales, des institutions traditionnelles, des organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes à la gestion durable des forêts. La loi a créé le Fonds de développement forestier et a permis la mise en œuvre de diverses conventions internationales.

MOUVEMENT DES PARCS NATIONAUX ET DE LA POLITIQUE DE LA FAUNE DANS L'EXÉCUTIF

La politique vise à protéger les zones de gestion du gibier, à améliorer la gestion du parc et à éradiquer le braconnage et l'empiètement humain dans les zones de gestion du parc et du gibier.

POLITIQUE NATIONALE SUR LES ZONES HUMIDES

La politique cible les menaces qui pèsent sur les zones humides, notamment le changement d'affectation des terres, les espèces envahissantes, les barrages, la mauvaise gestion, la canalisation, l'exploitation minière et l'empiètement humain.

ACCORD BILATÉRAL AVEC LA TANZANIE SUR LA CONSERVATION ET LA GESTION COORDONNÉES DE L'ÉCOSYSTÈME BOISÉ MIOMBO/MOPANE



LE GROUPE ICCF EN ASIE DU SUD EST

**SUR L'ÉCONOMIE MARITIME, LA SÉCURITÉ
MARITIME, LA PÊCHE DURABLE ET LA
BONNE GOUVERNANCE ET CONSERVATION
DES RESSOURCES NATURELLES**

UNE BONNE GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES EST ESSENTIELLE POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET HUMAIN ET ASSURER LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES ENVIRONNEMENTALES. LE GROUPE ICCF ÉTEND SON MODÈLE DE SOUTIEN AUX CAUCUSES PARLEMENTAIRES DANS LA RÉGION DE L'ANASE POUR FAIRE AVANCER LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES DES DIRIGEANTS LÉGISLATIFS DE TOUTE L'ASIE, EN METTANT L'ACCENT SUR L'INDONÉSIE ET LA THAÏLANDE EN TANT QUE PLUS GRANDES ÉCONOMIES D'ASIE DU SUD-EST ET GARDIENS D'UNE BIODIVERSITÉ ET D'UN ENVIRONNEMENT MARINS EXCEPTIONNELS.

À PROPOS

Créé en 2020, Kaukus Kelautan a été fondé par quatre coprésidents et vingt-neuf membres de toutes les circonscriptions géographiques, neuf partis politiques et trois commissions qui travaillent à la promotion de la gestion durable des pêches en Indonésie, ainsi que du développement économique et de la sécurité maritime.

LE KAUKUS KELAUTAN FACILITE LA RECHERCHE DE SOLUTIONS POUR LA BONNE GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES DE L'INDONÉSIE ET PERMET DES DISCUSSIONS EFFICACES ENTRE PLUSIEURS PARTIES PRENANTES DANS LA POURSUITE DES OBJECTIFS VISANT À RENFORCER LA GOUVERNANCE MARITIME DE L'INDONÉSIE, AU SERVICE DES COMMUNAUTÉS INDONÉSIENNES ET À LA PROMOTION D'UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE.

LA CHAMBRE DES
REPRÉSENTANTS DE LA
RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE

KAUKUS KELAUTAN DPR RI

TERME: 2019 - 2020

ACRONYME: KK

COPRÉSIDENTS

SUDIN

(PDI-P/LAMPUNG I)

BUDISATRIO DJIWANDONO
(GERINDRA/EAST KALIMANTAN)

BOBBY ADHITYO RIZALDI
(GOLKAR/SOUTH SUMATRA II)

DANIEL JOHAN
(PKB/WEST KALIMANTAN I)



MEMBRES

Hon. Sunarna (PDI-P/Central Java VIII)
Hon. M. Salim Fakhry (Golkar/Aceh I)
Hon. KRT. H. Darori Wonodipuro (Gerindra/Central Java)
Hon. Sulaeman L. Hamzah (Nasdem/Papua)
Hon. Muhtarom (PKB/East Java VIII)
Hon. Suhardi Duka (Demokrat/West Sulawesi)
Hon. Slamet (PKS/West Java IV)
Hon. Muhammad Syafrudin (PAN/West Nusa Tenggara)
Hon. Asep A. Maoshul Affandy (PPP/West Java X)
Hon. Ichsan Firdaus (Golkar/West Java V)
Hon. Yan Permenas Mandenas (Gerindra/Papua)
Hon. Dyah Roro Esti W. P. (Golkar/East Java X)
Hon. Ono Suro (PDI-P/West Java VIII)
Hon. A. A. Bagus Adhi Mahendra Putra (Golkar/Bali)
Hon. Farida Hidayati (PKB/East Java IX)
Hon. Ibnu Multazam (PKB/East Java XII)
Hon. Slamet Ariyadi (PAN/East Java XI)
Hon. Dave Akbarshah F. Laksono (Golkar/West Java VIII)
Hon. Yohanis Fransiskus Lema (PDI-P/East Nusa Tenggara II)
Hon. Riezky Aprilia (PDI-P/South Sumatra I)
Hon. Alien Mus (Golkar/North Maluku)
Hon. Luluk Nur Hamidah (PKB/Central Java IV)
Hon. Nusron Wahid (Golkar/Central Java II)
Hon. Abdul Kadir Karding (PKB/Central Java VI)
Hon. Christina Aryani (Golkar/DKI Jakarta II)
Hon. Anggia Ermarini (PKB/East Java VI)

PRIORITÉS DU CAUCUS INDONÉSIE

LA GESTION DES PÊCHES

L'Indonésie a un littoral étendu dont les communautés côtières et les marchés d'exportation dépendent d'une pêche saine. Des pêcheries bien gérées sont essentielles à la fois à des populations de poissons en bonne santé et à une économie marine solide. Kaukus Kelautan s'efforce de promouvoir un dialogue multisectoriel sur l'importance d'une gestion efficace des pêches à travers une série de briefings, de visites de sites et d'échanges parlementaires.

LA SÉCURITÉ MARITIME & PÊCHE INN

La zone géographique stratégique de l'Indonésie place l'Indonésie dans un rôle important en tant que centre de gravité pour la région indo-pacifique. La pêche INN est depuis longtemps un problème majeur qui a un impact non seulement sur l'environnement marin de l'Indonésie, mais aussi sur sa stabilité économique et régionale. Le chevauchement des réglementations et des juridictions rend la gestion et l'application de la pêche INN plus difficiles qu'elle ne l'est déjà. Des réglementations claires et fortes et la synergie entre les parties prenantes sont des facteurs majeurs pour éradiquer la pêche INN et protéger la souveraineté maritime de l'Indonésie. Kaukus Kelautan travaille avec les parties prenantes concernées dans le but de formuler des politiques maritimes solides et efficaces pour protéger les eaux indonésiennes.

LA GOUVERNANCE DES AIRES MARINES PROTÉGÉES

En tant que pays possédant l'une des plus grandes biodiversité marine au monde, il a bénéficié de sa

position géographique au confluent de plusieurs grands écosystèmes marins, tels que la mer d'Indonésie, la mer de Chine méridionale, le golfe de Thaïlande, la mer de Sulu Célèbes et la baie du Bengale. , l'Indonésie considère ses mers comme ses ressources naturelles les plus précieuses. Par conséquent, la conservation marine pour l'Indonésie n'est pas simplement une option mais une obligation afin d'en assurer la prospérité pour les générations à venir. ICCF Indonésie soutient Kaukus Kelautan et ses efforts pour renforcer la gouvernance des aires marines protégées et l'écotourisme côtier au niveau national et régional à travers une série de discussions multilatérales, de réunions d'information avec les parties prenantes et d'échanges parlementaires.

IMAGE: Président Sudin (à gauche), vice-président Hon. Azis Syamsuddin (à droite)



À PROPOS

EN FÉVRIER 2020, LE CAUCUS DU SÉNAT POUR LA CONSERVATION A ÉTÉ LANCÉ À BANGKOK AVEC L'ICCF AGISSANT COMME SECRÉTARIAT OFFICIEL

Le sénateur général Surasak Karnjanarat est le président fondateur du caucus, qui comprend 22 sénateurs et s'est engagé à œuvrer pour la bonne gestion des ressources naturelles terrestres et marines. Les dirigeants partagent la conviction commune que les ancêtres de leur pays ont préservé les ressources naturelles du pays, pour le bien de la population, et que le peuple thaïlandais se doit de travailler en harmonie pour garantir que les générations futures puissent bénéficier du formidable patrimoine naturel.



SENATE OF THE
KINGDOM OF THAILAND

THAILAND

TERME: 2020 - 2025

ACRONYME: SCC

COPRÉSIDENTS

**HON. SENATOR GEN. SURASAK
KARNJANARAT**

**HON. SENATOR ADM. CHOOMNOOM
ARDWONG**

**HON. SENATOR MR. WEERASAK
KOWSURAT**

MEMBRES

Hon. Senator Gen. Surasak Karnjanarat
Hon. Senator Adm. Choomnoom Ardwong
Hon. Senator Mr. Weerasak Kowsurat
Hon. Senator Mr. Sathit Limpongpan
Hon. Senator Mr. Pisan Manawapat
Hon. Senator Gen. Supharat Phatthanawisut
Hon. Senator Gen. Marut Patchotasingh
Hon. Senator Gen. Chayuth Suwanamas
Hon. Senator Gen. Podok Bunnag
Hon. Senator Adm. Chaiwat Iamsamut
Hon. Senator Adm. Noppadol Chokrada
Hon. Senator Mr. Kannop Thanapakpawin

Hon. Senator Asst. Prof. Boonsong Kaigate
Hon. Senator Gen. Pissanu Puttawong
Hon. Senator Mr. Satit Laosuwan
Hon. Senator Gen. Sanan Marerngsit
Hon. Senator Gen. Tawatchai Samutsakorn
Hon. Senator Gen. Kanit Chanpreechaya
Hon. Senator Gen. Jirasak Chomprasop
Hon. Senator Mr. Suradet Jiratiticharoen
Hon. Senator Mr. Bunmee Surakhot
Hon. Senator Mr. Wichai Dittabhak

IMAGE (GAUCHE): Le sénateur général Surasak Karnjanarat, lancement du caucus sénatorial sur la conservation en Thaïlande



PRIORITÉS DU CAUCUS THAÏLANDAIS

LA GESTION DES PARCS NATIONAUX

Situé entre deux régions biogéographiques majeures, la région indochinoise au nord et la région de Sundiac au sud, les vastes côtes de la Thaïlande, sa topographie variée et sa gamme de climats en font l'un des pays les plus riches en biodiversité d'Asie du Sud-Est et du monde. Sa biodiversité unique est soutenue par une grande variété d'écosystèmes et d'habitats, dont beaucoup sont considérablement menacés par les activités humaines telles que la déforestation, la pollution et l'augmentation importante du tourisme. Actuellement, il existe plus de 100 parcs nationaux en Thaïlande, dont beaucoup sont en cours de création. Le renforcement de la gestion des parcs nationaux et des ressources naturelles à travers le SCC est donc essentiel pour le bénéfice futur des personnes et de la nature.

LA PÊCHE INN

La pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) est un problème mondial. En tant que l'un des plus grands exportateurs de fruits de mer au monde, la Thaïlande prend sa responsabilité de relever ce défi. Conformément aux engagements internationaux, le pays a fait pression pour une mise à niveau majeure de la gouvernance des pêches et mis en œuvre des réformes rigoureuses pour éradiquer la pêche INN. Il s'est engagé en faveur d'une « Thaïlande sans INN », ce qui signifie que le poisson et les produits de la pêche importés ou exportés de Thaïlande ne proviendront pas d'activités INN et ne s'infiltreront pas dans les chaînes d'approvisionnement.

L'ÉROSION CÔTIÈRE

Avec environ 3,000 kilomètres de côtes, l'érosion côtière est un grave problème pour la Thaïlande. Ses côtes bordent la mer d'Andaman à l'ouest et le golfe de Thaïlande à l'est. L'érosion côtière en Thaïlande est causée par plusieurs facteurs tels que la diminution des zones forestières de mangrove, le pompage excessif des eaux souterraines dans les zones métropolitaines, le tourisme et les projets de développement à grande échelle, la diminution de l'apport de sédiments en raison de la construction de barrages en amont, l'élévation du niveau de la mer et l'augmentation de l'activité des tempêtes de mousson liée à la réchauffement et le manque de planification appropriée de l'utilisation des terres côtières. L'ICCF soutient le SCC et ses efforts pour lutter contre l'érosion côtière à travers des séances d'information d'experts, des discussions multisectorielles et des visites sur le terrain pour voir les problèmes de première main.

MARINE DEBRIS AND AIR POLLUTION

Actuellement, la Thaïlande est la sixième source mondiale de plastique polluant les océans, avec plus d'un million de tonnes par an. Le gouvernement a lancé un plan de gestion des déchets plastiques pour réduire la quantité et accroître la compréhension des débris marins. De même, il est essentiel de renforcer la volonté politique de s'attaquer aux causes réelles de cette pollution. La priorité de l'air pur du CCN nécessite une politique de qualité de l'air solide et globale pour lutter contre tous les types de polluants atmosphériques provenant de divers secteurs. Le CCN travaille avec les parties prenantes concernées pour lutter contre la pollution marine et atmosphérique en déclarant des actions politiques globales et intégrées et en renforçant la gouvernance.

LE GROUPE ICCF DANS LE CADRE MINISTÉRIEL

**POUR FAIRE PROGRESSER LA GESTION DES TERRES
ET DES MER CRITIQUES POUR L'HOMME ET SA
PROSPÉRITÉ**

L'INTERNATIONAL CONSERVATION CORPS

Grâce au programme "International Conservation Corps," le Groupe ICCF fournit une expertise pour aider les pays partenaires à développer des aires protégées, la gestion de la faune et des stratégies de conservation. Les membres de l'équipe International Conservation Corps sont des vétérans des agences gouvernementales américaines et canadiennes telles que le "U.S. National Park Service," le "U.S. Forest Service," le "U.S. Bureau of Land Management" et le "U.S. Fish & Wildlife Service," et chaque membre a des décennies d'expérience pratique dans la gestion de parcs nationaux, les forêts et l'eau. Ces professionnels travaillent à la réalisation de projets exigeants dans des pays d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique et des Caraïbes et ont contribué plus de 3 millions de dollars en services bénévoles à ce jour.



NOTRE ÉQUIPE

L'INTERNATIONAL
CONSERVATION
CORPS
DÉPLOIE DES
PROFESSIONNELS
QUI ONT DES
DÉCENNIES
D'EXPÉRIENCE
RÉELLE DANS LES
AIRES PROTÉGÉES
ET LA GESTION
DES RESSOURCES
NATURELLES

NOTRE APPROCHE

COMBLER L'ÉCART DANS LES EFFORTS DE CONSERVATION

LE PROGRAMME INTERNATIONAL CONSERVATION CORPS EST UN MOYEN TRÈS EFFICACE ET PEU COÛTEUX DE FOURNIR UNE ASSISTANCE TECHNIQUE, AIDANT LES PAYS PARTENAIRES À ATTEINDRE LEURS OBJECTIFS ET À DÉVELOPPER LEURS CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ET HUMAINES.

Le programme est le moyen le moins coûteux de projeter la vaste expérience des États-Unis dans la gestion des parcs nationaux et des ressources naturelles de manière utile à l'étranger, et il est plus efficace que d'autres formes d'assistance technique des États-Unis, d'autres pays, et d'autres consultants hautement rémunérés.

Les agences de conservation américaines et canadiennes



ont compris depuis longtemps le potentiel d'étendre leur mission au-delà de leurs propres frontières pour fournir une assistance et une expertise dans des régions clés, mais n'ont pas eu le financement nécessaire pour soutenir correctement les programmes internationaux.

L'INTERNATIONAL CONSERVATION CORPS A LA CAPACITÉ SYSTÉMIQUE DE CANALISER L'EXPÉRIENCE ET LE TALENT DE CES AGENCES RESPECTIVES ET DES EXPERTS À LA RETRAITE POUR RÉPONDRE AUX BESOINS SPÉCIFIQUES DES PAYS PARTENAIRES ET FOURNIR LE FINANCEMENT NÉCESSAIRE ET LE SOUTIEN POLITIQUE DANS LE PAYS PAR LE BIAIS DU GROUPE ICCF.





DÉFIS MONDIAUX

Bien que la plupart des pays en développement aient mis de côté de vastes zones pour la préservation, et que beaucoup ait été accompli pour cataloguer scientifiquement les ressources naturelles critiques, la plupart de ces pays n'ont pas les capacités humaines et institutionnelles nécessaires pour gérer ces ressources naturelles, entraînant la destruction de la biodiversité, de l'eau, et les forêts qui sont des sources vitales de sécurité environnementale, de valeur esthétique, de patrimoine culturel, de sécurité alimentaire et de développement économique durable.

CE MANQUE DE CAPACITÉ CONDUIT À UNE UTILISATION NON DURABLE ET À LA DESTRUCTION DES RESSOURCES NATURELLES PAR UN DÉVELOPPEMENT INAPPROPRIÉ, UN TOURISME NON GÉRÉ, LE BRACONNAGE, L'ÉROSION, LA POLLUTION ET D'AUTRES PROBLÈMES.

Pour soutenir la croissance mondiale de la population humaine et de la consommation, il est impératif d'aider à surmonter ce déficit de gestion mondial pour garantir que les avantages économiques et autres se transmettent perpétuellement des écosystèmes aux secteurs de la foresterie, de la pêche et de la faune, l'industrie du tourisme et l'agro-industrie.





DEMANDER DES RENSEIGNEMENTS POUR REJOINDRE LE CONSEIL ICCF FRANCOPHONE

Veuillez contacter notre représentant francophone, Frédéric Brizzi, à fbrizzi@internationalconservation.org

